

LA REVUE DE L'INSTITUT | THE GRADUATE INSTITUTE REVIEW

GLOBE

N°9 Printemps | Spring 2012

| CAMPUS DE LA PAIX
| INTERNATIONAL
GOVERNANCE



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

**Mixed Sources**

Product group from well-managed
forests and other controlled sources
www.fsc.org Cert no. SGS-COC-100166
© 1996 Forest Stewardship Council

Editeur: Institut de hautes études internationales et du développement
Responsable d'édition: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch
Traduction: Katharine Mann
Correction: Ling Perrelet, Nathalie Tanner
Rédaction: Institut de hautes études internationales et du développement,
CP 136, 1211 Genève 21 – Suisse | Tél: +41 22 908 57 00 | <http://graduateinstitute.ch>

Photo couverture: UNITED STATES, New York: Secretary-General hosts General Assembly Heads of State luncheon, United Nations, 21 September 2011. UN Photo / Rick BAJORNAS. Chantier de la Maison des étudiants Edgar de Picciotto. Photo Edgardo AMATO.

Conception et réalisation graphique: Bontron & Co

Impression: Courvoisier

© The Graduate Institute, Geneva, Février 2012 | ISSN: 1662-8497

Au terme de quatre ans Four Years on – <i>Philippe Burrin</i>	2
Le Campus de la paix	4
TRIBUNE OPINION	6
L'Europe : «There is no alternative» – <i>Yves Mény</i>	6
ÉCLAIRAGES PERSPECTIVES	8
International Governance: A Forum for Research and Exchange – <i>Thomas Biersteker</i>	9
UN Targeted Sanctions: Impacts and Effectiveness – <i>Thomas Biersteker</i>	10
Transnational Governance for Climate Change – <i>Liliana Andonova</i>	12
Campaigning for Universal Norms – <i>Cecilia Cannon</i>	14
Les Nations unies : le forum central de la gouvernance globale – <i>Joseph Deiss</i>	16
LA VIE DE L'INSTITUT INSTITUTE NEWS	18
An Integrated History of the Holocaust: Questions and Reappraisals – <i>Saul Friedländer</i>	18
Pierre du Bois Visiting Professor: Ricardo Salvatore – <i>Gareth Austin</i>	21
Alumni	
Don de Denis Mylonas	22
Portrait de Vera Michalski	23
Doha + 10 – <i>Entretien avec Mme Ruth Dreifuss</i>	24
Global South Workshop – <i>Jean-Luc Maurer</i>	26
Winter Programme on the United Nations and Global Challenges – <i>Jasmine Champenois</i>	27
Doris Schopper, nouvelle directrice du CERAH	28
Notes from a Sabbatical: Found in the Waste Paper Basket	30
Les étudiants Students	32
Dominic Eggel, Lynda Comaty, Jean de Dieu Budurege, Jennifer Miksch	32
La recherche Research	36
States, Minorities and Conflicts in the Middle-East – <i>Jordi Tejel Gorgas</i>	36
Food Security, Genetic Resources and Innovation – <i>Timothy Swanson</i>	37
Les nouvelles thèses New theses	38
LES PUBLICATIONS NEW PUBLICATIONS	40
LES COLLOQUES CONFERENCES	47

AU TERME DE QUATRE ANS FOUR YEARS ON

Philippe Burrin, directeur | Director



Philippe Burrin.

L'institut vient de terminer sa quatrième année d'existence. Le changement frappe, il est à la fois d'échelle et de niveau :

- une nouvelle institution s'est affirmée, à laquelle adhèrent ses collaborateurs;
- le corps enseignant a été largement renouvelé (25 nouveaux professeurs, dont huit femmes) et les étudiants, bien sélectionnés et bien encadrés, ont un taux de finition élevé;
- sept centres et programmes de recherche travaillent sur des thématiques importantes pour le devenir du monde, où Genève et la Suisse ont un avantage comparé;
- le réseau académique embrasse une vingtaine de partenaires, dont une demi-douzaine dans les pays émergents, le réservoir démographique de l'humanité;
- la formation continue est en pleine expansion;
- enfin, la réalisation du Campus de la paix apportera prochainement une infrastructure de qualité.

Le soutien des autorités publiques a été déterminant dans ce changement. Et de même, le soutien d'un cercle croissant de bienfaiteurs (fondations et mécènes) qui

nous ont permis de réaliser une levée de fonds de plus de 90 millions de francs, à mettre en vis-à-vis de la contribution exceptionnelle de 100 millions de la Confédération et du canton de Genève (principalement pour la Maison de la paix). Cet essor, nous le devons également et surtout aux collaborateurs de l'institut, à la qualité de leur travail et à la force de leur engagement, ainsi qu'à la sympathie et à l'appui de nos anciens et de nos amis à travers le monde.

Au terme de ces quatre ans, l'heure est venue d'évaluer la convention d'objectifs qui nous lie aux autorités publiques. Le rapport de la commission d'experts nommée à cet effet sera rendu bientôt. Il donnera des indications précieuses sur les moyens de nous améliorer et de poursuivre sur notre lancée, en continuant d'utiliser au mieux nos atouts :

- une taille et un mode de gouvernance particulièrement favorables à la définition d'une stratégie à long terme;
- l'application du principe de sélectivité à tous les niveaux;
- un statut juridique et une flexibilité de gestion propices à des partenariats public-privé rares dans les sciences sociales.

The Institute has just completed its fourth year of activities. The changes that have taken place in that time are striking both in their scale and level:

- A new institution has emerged and enjoys the full support of its staff;
- A large number of new faculty members have joined us (25 new professors, including eight women) and among the students, carefully selected and closely supervised, the rate of completion is high;
- The seven research centres and programmes are focusing on themes of global importance in which Geneva and Switzerland have a comparative advantage;
- There is an academic network comprising some twenty partners, including half a dozen from emerging countries, the demographic reservoir of humanity;
- Executive education continues to grow;
- Finally, completion of the "Campus de la paix" means that the Institute will shortly have brand new state-of-the-art infrastructure.

The support of the public authorities has been key to these developments. Similarly, the backing of a growing circle of foundations and patrons has enabled us to raise more than CHF 90 million – thereby nearly matching the one-off

contribution of CHF 100 million from the Confederation and the Canton of Geneva (principally to fund the "Maison de la paix"). But we also owe this success to the Institute's faculty and staff, the quality of their work and the strength of their engagement, as well as to the support and loyalty of our alumni and friends throughout the world.

At the end of the first four years, the time has come to evaluate the implementation of the agreement that binds us to the public authorities ("Convention d'objectifs"). The report of the Committee of Experts appointed to carry out this task will be published in the near future. It will yield precious suggestions about how we can maintain our momentum and at the same time strive to improve the use of our valuable assets:

- A size and governance structure that are especially well-suited to the definition of a long-term strategy;
- Application of the principle of selectivity at all levels;
- A legal status and management flexibility that are particularly well matched to public-private partnerships, a rarity in the field of social sciences.

LE CAMPUS DE LA PAIX



Photos Eddy MOTTAZ et Jana BAUEROVA.

Maison de la paix: la première pierre a été posée

Le 24 octobre 2011 a eu lieu la cérémonie de la pose de la première pierre de la Maison de la paix, en présence de Mme Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération suisse, de M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, et de M. Pierre Maudet, maire de la Ville de Genève.

Ce moment fort, qui signale le passage de la préparation à la réalisation du projet, a été marqué par le dépôt d'une série d'objets symboliques dans une pierre qui sera placée à l'entrée du bâtiment.

M. Eric Ott, talentueux architecte d'IPAS, a déposé les plans du bâtiment; Mme Elisabeth Prügl, directrice adjointe de l'Institut, le catalogue des cours 2011-12; Mme Christine Collet-Mendy, l'une des benjamines du personnel, la liste des noms des collaborateurs de l'Institut; M. Eric Asmar, président de l'Association des étudiants, la liste des étudiants et des anciens étudiants de l'Institut depuis 1927; M. Peter Steiner, vice-président de Steiner SA, une bouteille

de vin en souvenir de la signature du contrat d'entreprise générale. Enfin, l'enregistrement de la cérémonie par la TSR ainsi que l'écharpe de Mme Calmy-Rey et les cravates de MM. Muller et Maudet ont été également placés dans la pierre en souvenir de cet événement.

M. Jacques Forster, président du Conseil de fondation, a exprimé sa profonde reconnaissance aux autorités fédérales et cantonales qui ont promu la création de la nouvelle institution et soutenu l'édification de la Maison de la paix. Il a aussi remercié la Ville de Genève, qui a facilité l'avancement du projet, notamment la coordination avec la passerelle de Sécheron, les CFF pour leur aide précieuse, ainsi que Mme Kathryn Davis et les fondations Hans Wilsdorf et Goehner pour leur généreux soutien.

La société Steiner SA a été choisie comme entreprise générale et le Credit Suisse pour l'emprunt bancaire. L'Institut se réjouit de réaliser avec ces sociétés la Maison de la paix, dont le coût est estimé à 165 millions de francs et qui accueillera collaborateurs et étudiants de l'Institut à l'automne 2013.



Photos Edgardo AMATO.

La Maison des étudiants Edgar de Picciotto

Le chantier de la Maison des étudiants Edgar de Picciotto avance de manière impressionnante : les neuf étages se dressent aujourd’hui au-dessus du pont de l’avenue de France. L’achèvement du gros œuvre sera marqué par la pose d’un bouquet final au mois de mars et l’inauguration aura lieu cet automne.

Situé en vis-à-vis de la Maison de la paix, l’immeuble accueillera 243 personnes dans 135 logements (72 studios et 63 appartements). L’Institut tient à exprimer une nouvelle fois sa profonde gratitude à M. de Picciotto et à sa famille pour leur don et leur soutien.

Villa Barton

La villa Barton est en rénovation depuis l’été 2011. La Confédération, propriétaire du site, a décidé d’améliorer l’isolation du bâtiment en remplaçant la couverture du toit et les menuiseries des ouvertures et en refaisant les encadrements en molasse des fenêtres. L’Institut met à profit ces travaux pour rénover l’équipement sanitaire.

La plupart des collaborateurs de la villa Barton se sont déplacés dans d’autres bâtiments, notamment à la Voie-Creuse, tandis que la direction utilise la villa Rigot, louée au canton de Genève pour deux ans.

TRIBUNE OPINION

L'EUROPE « THERE IS NO ALTERNATIVE »

Yves Mény, membre du Conseil de fondation de l’Institut;
ancien président de l’Institut universitaire européen de Florence



Yves Mény.

L’Europe intégrée fut le rêve des pacifistes de l’entre-deux-guerres, le songe des fédéralistes après la Seconde Guerre mondiale, le travail d’Hercule des Monnet, Schuman et autres De Gasperi. Sa réalisation plus achevée suivit à partir des années 1960 le chemin ardu et les méandres des politiques nationales et les soubresauts de la politique internationale. Les résultats à l’aube du troisième millénaire semblaient impressionnants: une capacité de régulation économique à nulle autre pareille, un espace juridique, économique, social et culturel sans équivalent, une monnaie unique en construction, l’ébauche d’un système démocratique supranational. Cette expérience unique fascinait et en même temps posait question: quelles étaient les frontières de ce nouvel « empire » soft? Quels étaient ses objectifs ultimes (la fameuse finalité)? Comment pouvait-on réconcilier efficacité économique et légitimité démocratique? En 2000 déjà, Joschka Fischer pouvait s’interroger: «*Quo vadis Europa?*»

Cette question fut le déclencheur d’intenses débats qui ne s’achevèrent qu’en 2009 avec la ratification (par épuisement) du Traité de Lisbonne (censé régler les problèmes institutionnels pour les cinquante prochaines années!). Le consensus *a minima* qui permit son sauvetage in extremis n’est pas pour surprendre. Comme le disait le titre d’un roman français, il n’y avait qu’*Un seul lit pour plusieurs rêves*.

Mais ne faudrait-il pas parler plutôt de cauchemar en cette fin 2011 où la presse internationale et même les hommes politiques évoquent la fin de l’euro et, par voie de conséquence, l’implosion de l’Europe? L’ambition d’une Europe unie, fédérée – quelle que soit la forme de cette fédération – a cédé la place à des considérations bien plus prosaïques: il n’y a pas d’autre option car toute alternative serait catastrophique... L’Europe ne serait plus un choix mais une fatalité, une sorte de mal nécessaire pour éviter le pire. *There is no alternative...*

La perspective n’est guère enthousiasmante, en particulier pour les jeunes générations, mais c’est la perception dominante aujourd’hui. Il faut dire que l’Europe est face à des contradictions qu’elle est de moins en moins à même de résoudre: comment choisir entre un statut d’organisation internationale avancée et celui d’une communauté politique en devenir? Comment faire la part de l’intergouvernemental et celle de la méthode communautaire dans la gouvernance européenne? Comment surmonter la séparation entre l’économique (dont la régulation est européenne) et le social (qui reste l’apanage des Etats-nations)? Comment résoudre la contradiction entre le transfert massif de compétences et l’absence de véritable démocratie supranationale? Comment vouloir améliorer la démocratisation des institutions européennes mais maintenir *de facto* ou *de jure* un droit de veto de chaque Etat membre



ALLEMAGNE, Berlin : la chancelière allemande Angela Merkel accueille le président français Nicolas Sarkozy, le 20 juillet 2011, avant le sommet des chefs d'Etat à Bruxelles destiné à mettre en place un deuxième sauvetage de la Grèce. AFP / Odd ANDERSEN.

alors même que le fonctionnement des démocraties, depuis les révolutions américaine et française, est conditionné par la combinaison du principe de représentation et du principe de majorité, deux principes que l'Union a bien du mal à accepter et à appliquer ?

Depuis l'origine mais surtout depuis les élargissements successifs, ces questions qui dérangent n'ont pu être réglées faute d'une vision commune. Or, les sauts qualitatifs à opérer sont d'une telle ampleur que l'on voit mal comment, en temps normal, ils pourraient être effectués. Tout pousse les gouvernements nationaux à subir la tyrannie du court terme même si leurs intérêts à long terme peuvent en souffrir. Seules des circonstances exceptionnelles pourraient permettre la « révolution » nécessaire.

Les pessimistes souligneront qu'un tel sursaut est illusoire. Les Etats sont des monstres froids et leurs dirigeants n'ont pour horizon que les prochaines échéances électorales. Les optimistes rappelleront que les crises sont les accoucheuses des grands changements et que l'Europe n'a pas échappé à la règle. Son développement s'est fait autant par soubresauts que par routine bureaucratique. Les réalistes se souviendront des leçons de Machiavel qui, dans *Le Prince*, analyse les ressorts de l'action collective : la

raison pour laquelle il est difficile de faire des réformes, écrit-il, s'explique par le fait que ceux qui ont à y perdre ont une claire conscience des coûts qu'ils auront à supporter tandis que les bénéficiaires éventuels en ignorent encore les avantages potentiels. Les cyniques rappelleront qu'on ne fait pas d'omelette sans casser quelques œufs et que, historiquement, la plupart des fédérations se sont faites dans la douleur, dans la foulée de conflits externes ou de guerres intestines. Serions-nous condamnés à ces déterminismes historiques et à ces fatalités du *state- and nation-building* ?

L'Europe était et reste un défi : celui du dépassement de l'Etat-nation, la forme dominante, le modèle quasi unique de l'organisation politique à l'époque moderne. Elle représente une extraordinaire expérience *in vivo* de construction d'un espace entre des Etats trop étroits pour la plupart et une globalisation invertébrée ou, plutôt, structurée par les marchés. Mais cette construction idéale, raisonnable, organisée par la règle de droit, pensée et menée par les élites, gouvernée par les experts, n'a peut-être plus sa place dans un univers où les forces primordiales et primaires dominent : celles des « tripes » au niveau national et des intérêts bruts au niveau des marchés globaux. Autrement dit, *between a rock and a hard place...*

INTERNATIONAL GOVERNANCE

A FORUM FOR RESEARCH AND EXCHANGE



UNITED STATES, New York: Palestinian President Mahmud Abbas speaks before the Security Council meeting at the United Nations in New York on 6 January 2009 on the situation in Gaza. AFP/Timothy A. CLARY.



Faculty and students at the Graduate Institute have long been engaged in the study of international governance – including governance of trade and finance, migration, global health, the environment and contemporary security challenges. Until now, however, there has not been a programme dedicated to the comparative analysis of governance arrangements across different issue areas. International Geneva is an ideal location for such a programme, being home not only to major international organisations, but also to NGOs and private sector actors who play an increasingly important role in contemporary international governance.

The Institute's new Programme for the Study of International Governance, launched in October 2011, offers a forum for faculty and students to interact with practitioners from the policy world and to analyse global governance arrangements across a range of issues. Speaking at the inauguration of the programme, Joseph Deiss, President of the 65th United Nations General Assembly, hailed it as extremely timely. He noted that in our globalised world many challenges cross frontiers "without passports or visas", and addressing them in turn necessitates a transnational governance approach.

The work of the new Programme is focused on three core activities. A visitors' programme offers scholars and practitioners an opportunity to spend up to one year in residence to conduct research on international governance in Geneva. A Global South Scholar-in-Residence could be invited to pursue their research under this programme.

The Programme also includes two seminar series. The first is intended for scholars to analyse, discuss and critically examine recent theoretical and empirical research on international governance, while the second has been set up for scholars and practitioners (senior management at the UN and other international organisations in Geneva) to explore together substantive matters of international governance and reflect on the broader institutional issues and innovative ideas emerging from current research. The first seminar was organised in November 2011. Mr. Kassym-Jomart Tokayev, Director-General of the United Nations Office at Geneva, delivered the opening address, while Andrew Hurrell, Montague Burton Professor of International Relations at Oxford University, spoke on the "Global" in Global Governance, and Dr. Ijaz Gilani, of Gallup Pakistan, initiated lively discussion among assembled participants.

Finally, the new programme serves as a hub for research on international governance. Current research, introduced in this special section, includes a project on the impacts and effectiveness of UN targeted sanctions, a project on the transnational governance of climate change mitigation efforts, and an investigation into the role of interest groups in shaping international norms.

Thomas Biersteker,
Curt Gasteyer Professor of International Security;
Director of the Programme for the Study of International Governance

UN TARGETED SANCTIONS

IMPACTS AND EFFECTIVENESS

Thomas Biersteker, Curt Gasteyer Professor of International Security

Targeted sanctions are a key element of multilateral diplomacy and a good illustration of contemporary security governance. They are used to counter terrorism, prevent conflict, consolidate implementation of peace agreements, defend human rights, protect civilians, pursue investigations, and prevent proliferation of weapons of mass destruction. They are deliberately designed to be different from comprehensive sanctions; they are intended to have less of a negative humanitarian impact on a general population by targeting leaders, decision-makers, and their principal supporters, rather than entire populations of a country. They are more focused, more adaptable, and are intended to influence or change behaviour with a logic that differs from that associated with comprehensive sanctions.

Despite this, much of the scholarly and popular discourse continues to treat targeted and comprehensive sanctions as if they were the same. Although the UN has nearly twenty years' experience with targeted sanctions, there has until now been no comprehensive study of their impacts and effectiveness.

This project co-directed by Thomas Biersteker and Sue E. Eckert, Senior Fellow at Brown University's Watson

Institute for International Studies, is intended as a systematic, comprehensive, multi-year, multi-national study of UN targeted sanctions. It has two distinctive features: (1) the unit of analysis is the country case episode (defined by the combination of targeted sanctions in place and/or the principal purpose of the sanctions), rather than the country sanctions regime (some of which have been in existence for nearly 20 years and contain multiple episodes); and (2) effectiveness is evaluated in terms of the ability of targeted sanctions to coerce, constrain, and/or signal potential targets.

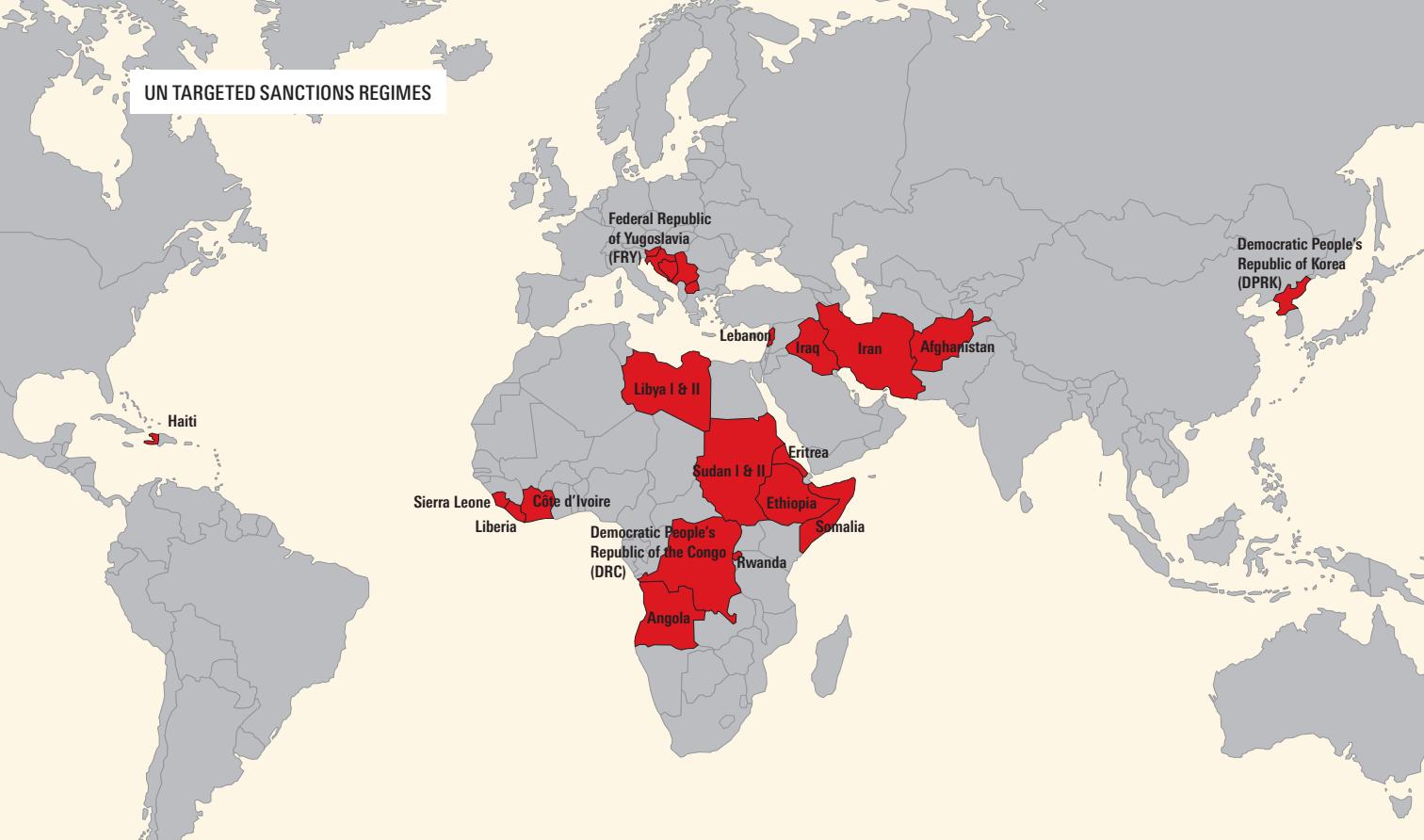
An international consortium consisting of more than 40 scholars and policy practitioners from around the world is working on the project, including the principal authors of the Interlaken, Bonn-Berlin, and Stockholm Process manuals. Fifteen research teams composed of both scholars and former policy practitioners, including UN Secretariat or expert panel members and based in Africa, Asia, Europe, and North America, are conducting the research. Policy practitioners working at both global and national levels have been engaged from the outset in both the design and research of the project.

In an effort to draw on the interest and expertise in targeted sanctions of

a growing number of scholars worldwide, Phase one of the project sought to set the parameters through consultations with potential stakeholders, particularly in the UN Secretariat and in Member States. Phase two was dedicated to the development of a common research framework; this gave scholars and policy practitioners who have conducted original fieldwork or worked on targeted sanctions an opportunity to work together. A large group project can investigate a larger number of cases and issues more comprehensively than a single researcher or small team, but it is important for the group to achieve consensus, build on previously existing research results, attempt to avoid common analytical pitfalls, and engage with the methodological insights generated by the debate about comprehensive sanctions in the 1990s.

The project has now entered Phase three, in which original research is being conducted on the impacts and effectiveness of targeted sanctions. Where possible, interviews have also been conducted with the targets of sanctions. Fifteen research teams are now using a common research framework to analyse major UN targeted sanctions regimes, including: Al Qaeda/Taliban, Angola, Côte d'Ivoire, DPRK, DRC, FRY, Haiti, Iran, Liberia,

UN TARGETED SANCTIONS REGIMES



Libya I, Libya II, Sierra Leone, Somalia, Sudan I, and Sudan II.

Members of each of the fifteen teams met at a June 2011 workshop hosted by the Foreign Office in London to discuss and compare preliminary findings of their case studies. Participants debated the effectiveness of different types or combinations of targeted sanctions including financial sanctions, arms embargoes and travel bans. They sought to evaluate changes in effectiveness of targeted sanctions over time, determine lessons learned either by targets and/or states applying the sanctions, and compare whether targeted sanctions are more effective in consolidating peace agreements or preventing human rights violations than in slowing the proliferation of weapons of mass destruction.

Phase four of the project will focus on producing four major research outputs. First, since this is a unique and relatively large group effort, the project will

“Targeted sanctions are a key element of multilateral diplomacy and a good illustration of contemporary security governance.”

seek to create a common database on UN targeted sanctions to be available to the scholarly and policy communities. Second, the project will develop a policy-oriented practical guide to the design of targeted sanctions, focusing on lessons learned from empirical research and paying particular attention to the challenges of designing and implementing targeted sanctions. The third output will be a major scholarly study of the research results, drawing on discussions at the June 2011 workshop in London and a comparative

analysis of the cases. Finally, there will be a public launch of the results of the project sponsored by the Government of Canada in March 2012 at the UN in New York. This may be followed by other events in Geneva and Brussels.

Phase five of the project, for which funding is currently being sought, will involve ongoing capacity building.

We extend thanks to all the project donors including the Governments of Switzerland, Canada and the UK.

TRANSNATIONAL GOVERNANCE FOR CLIMATE CHANGE

Liliana Andonova, Professor of International Relations / Political Science



PAKISTAN, Shah Jamal: A Pakistani flood survivor sleeps on a hammock in a flooded area of Shah Jamal village on 13 August 2010. AFP / Arif ALI.

Climate change is a problem of great complexity. Managing it requires a truly global effort, not just across governments but also across multiple scales, environments, societies, jurisdictions and economic sectors.

Recent decades have seen a rise in transnational governance – defined here as coordination of action and authoritative steering towards public goals across national borders, which is not intermediated by the foreign policy apparatus of the central state. Such action typically operates through

networks involving a range of non-state and public actors in the formulation of voluntary commitments and norms with differential precision and specificity.

During the late 1980s and early 1990s, as concerns about climate change intensified, countries sought to establish an intergovernmental regime to manage it. Shortly after the adoption of the UNFCCC in 1992, a number of transnational initiatives were established, mostly transgovernmental in their makeup, with several establishing

collaboration across governmental and research agencies to develop capacity for producing GHG inventories and reporting.

Following the adoption of the Kyoto Protocol, there was an increase and diversification in transnational collaboration, with a rise of non-state actors and new functional objectives. Since 2000, transnational climate governance has taken off with over a hundred major initiatives and thousands of smaller scale activities enabled by transnational networks.

Particularly significant has been a growth in public-private partnerships for climate governance. This reflects the introduction of market mechanisms by the Kyoto Protocol, creating opportunities for the development of new markets for carbon trading and thus greater direct engagement of the private sector. It also suggests a broader tendency towards a so-called “new global public domain” which affords space for authoritative action to a greater range of actors operating across scales of governance.

Transnational initiatives do not substitute for intergovernmental or national policies for climate change. Rather, they often react to signals provided by the intergovernmental regime, or to

limitations in international and domestic policy developments as reflected by the growing engagement of cities, sub-national regional authorities, and private actors in networks that seek to advance climate governance beyond what is mandated under national and international laws. Transnational networks create a new horizontal space for governance informed by the norms, incentives and capacities of actors within and beyond the state.

There is today a substantial portion of transnational governance emerging “beyond the state”. Yet, more traditional actors, states and IOs, have not been sidelined. On the contrary, after the adoption of the Kyoto Protocol in 1997 and particularly since 2001, hybrid networks such as public-private partnerships have become a dominant transnational arrangement for climate change. Such arrangements are often led by IOs or states and have been interpreted to reflect an interest and ability on the part of public actors to provide facilitating platforms for transnational governance and to influence its direction. Sub-national authorities, including community organisations and municipal and regional governments have also led many of these initiatives, providing an additional public dimension in the multi-scalar nature of transnational governance for climate change.

One enabling feature of transnational initiatives is their ability to facilitate collective action at smaller scales by partitioning a complex issue and large number of actors into small sub-components and subsets. Such partitioning elicits a better fit between the scale of the problem tackled and the action proposed. Transnational initiatives further tend to rely on ability to identify and augment the overlap between private or communal benefits and contributions to the provision of global public goods, thus increasing the expected returns from cooperation and reducing incentives to free ride. Transnational networks also seek to disseminate norms and practice for a carbon-constrained world by strengthening communication, reciprocity, transparency, learning and the creation of new forms of transnational social capital. These three mechanisms – partitioning, co-benefits, and learning – through which transnational networks facilitate governance are illustrated by numerous cases of private, hybrid or transgovernmental governance, for example, the WWF Climate Savers programme for corporate commitments to greenhouse gas reductions or the World Bank substantial climate finance initiatives.

Local networks for climate change exhibit a similar mix of co-benefits creation. The municipality of San Cristobal

“There is today a substantial portion of transnational governance emerging *beyond the state*.”

in the Galapagos Islands, for example, has been a pioneer in Ecuador in its commitment through a transnational public-private initiative, to switch 50% of its electricity supply to renewables. The initiative has yielded significant local co-benefits in terms of reduced air pollution, investment in a wind park, enhanced capacity for biodiversity management, and diffusion of information and technology.

Climate change is unlikely to be addressed by a unitary global solution. This is evidenced by the growing presence and significance of transnational forms of governance. Yet, in their current scope transnational governance activities still fall short of achieving climate stabilisation. The challenge ahead is to integrate better their catalytic energy with regulatory developments that engage all significant producers of GHG emissions towards multi-prone problem solving. The deliberate scaling-up of successful transnational initiatives and their coordination with the intergovernmental regime is a promising pathway toward this end.

CAMPAIGNING FOR UNIVERSAL NORMS

THE ROLE OF INTEREST GROUPS IN INTERNATIONAL GOVERNANCE

Cecilia Cannon, PhD Candidate, International Relations / Political Science

Throughout history, international campaigns have helped shape the norms that regulate, enable and constrain our interactions. William Wilberforce tirelessly campaigned to end the slave trade; Edna Gladney's efforts saw the removal of the word "illegitimate" from birth certificates; and the suffragettes paved the way for women to vote. In the decades following World War II, opportunities for individuals and groups to mobilise across borders greatly

governments to be pressured from above, for example through the Human Rights Commission. In relatively short periods, NGOs like Greenpeace and Handicap International have achieved concrete change in several areas, such as the removal of ozone-depleting CFCs from household appliances; and the ban on use of landmines in conflict zones.

To date, scholars have tended to examine the role non-state actors play in international governance arrangements through separate studies on NGOs and civil society organisations, public-private partnerships, international institutions, the private sector, advocacy networks, etc. While these studies increase our understanding of the individual groups involved in international governance, they fall short of accounting for change because they exclude the role played by other actors. "Building" norms usually involves input from many different actors who in varying capacities influence the likelihood of a norm emerging, its type, and substance.

Defining campaigns as loosely connected actions undertaken by one or more actors to reach a common objective, I have sought to develop a framework for analysing the activities of a wide range of actors across the life of a campaign – from the moment an issue is identified to the agreement/adoption

of a norm to address it. This enables a more precise account of which actors are involved, what they do, when, and what influence they have on the emergent norm's type and substance.

The first part of my research develops a typology of campaigns based on their end objective – *who* (which actor) must ultimately *change what* (which norm) in order to address the issue. A survey of 60 international campaigns revealed that most strive to alter the norms that govern three actors: governments (laws, policies and / or actions); trans-national corporations (TNCs) (laws, standards and / or practice); and individuals in society (laws, attitudes and / or behaviour). So, for example, the International Campaign to Abolish the Death Penalty strives for states to introduce laws prohibiting the death penalty – policy change campaign. The Clean Clothes Campaign establishes minimum standards for adoption by the clothing industry to regulate working conditions – TNC change campaign. The Human Trafficking Prevention Campaign seeks to increase awareness (social attitudes) of the issue to reduce the vulnerability of potential victims – social change campaign.

The second part of my research looks at three campaigns in detail – the campaign to protect internally displaced

"Throughout history, international campaigns have helped shape the norms that regulate, enable and constrain our interactions."

increased. This was due partly to improvements in communications technology and partly to the growth of international and regional institutions providing additional opportunities for activists to pressure governments collectively, for example lobbying at international conferences, and for



Paris, France: A shoe pyramid was built by Handicap International supporters at the place de la Bastille on 26 September 2009 to denounce cluster munitions. AFP / Patrick KOVARIK.

persons (policy change); the campaign to stop the marketing of breast milk substitutes (TNC change); and the campaign to reduce child morbidity and mortality by handwashing with soap (social change). Visits were undertaken to NGOs and international organisations in Europe, North America and South East Asia to gather campaign-related material and conduct interviews with people who had been directly involved in the campaigns and norm negotiations.

A sample of the campaign activities (speeches, press releases, conference reports, brochures, research reports, court hearings, etc.) by a range of actors (NGOs, fieldworkers, researchers, states, religious organisations, international and regional organisations, TNCs, etc.) was captured in a database and analysed against a set of criteria including actor, stated objectives,

target audience, message frame, and communications medium. The impact of each activity was then measured based on: outcome, by assessing the immediate output/response produced; impact, by assessing whether the activity had a positive, neutral, or negative effect on the overall campaign; and success, by identifying overlap between the stated objective and substance of the resulting norm.

Research findings reveal the importance of scientific research in defining an issue in the early stages of a campaign, which has traceable implications on the type of norm that ultimately emerges and the actors it governs. For example, in the campaign to stop marketing of breast milk substitutes, lively debates took place among paediatricians about the relationship between use of infant formula and infant malnutrition, in the years immediately

prior to intense NGO activities. Dr. Jelliffe identified a direct relationship between infant formula marketing practices and infant malnutrition. Following publication of the research findings the campaign and subsequent norm that emerged – international code on the marketing of breast milk substitutes – focused on efforts to curtail the marketing practices of infant formula manufacturers, rather than, for example, focusing on encouraging breastfeeding.

Analysing activities across time highlights the activities that advance or stall campaign goals, the patterns of interaction between different actors, and the relationships between actors, tactics, and outcomes at different times in campaigns. This helps account for the role interest groups play in shaping the international norms that govern our interactions.

LES NATIONS UNIES LE FORUM CENTRAL DE LA GOUVERNANCE GLOBALE

Extraits de la conférence donnée à l’Institut par M. Joseph Deiss,
président de la 65^e session de l’Assemblée générale de l’ONU, le 12 octobre 2011

« [...] Je suis convaincu que les Nations unies et leur Assemblée générale ont un rôle central à jouer pour capter la complexité de ce début du XXI^e siècle et pour mettre en place une gouvernance globale qui soit efficace, ouverte et représentative.

Les Nations unies ont des *avantages comparatifs* uniques à faire valoir. D’abord, en dépit de toutes les critiques, depuis sa création, l’ONU nous a bien servis et a incontestablement

au renforcement du droit international est indéniable. L’adoption de la Déclaration universelle des droits de l’homme en 1948 est une décision clé, qui a posé les bases pour des avancées concrètes sur les droits de l’homme dans le monde entier. En 2005, l’adoption de la résolution incluant la notion de « responsabilité de protéger » a marqué un autre pas significatif. La résolution 1973 du Conseil de sécurité sur la Libye a été une première référence explicite de la communauté internationale à cette responsabilité. Il va s’agir maintenant d’en tirer les leçons. La « responsabilité de protéger » n’est que l’un des nombreux concepts que les Nations unies ont contribué à développer et à promouvoir pendant ces soixante dernières années et qui ont le potentiel de transformer le monde.

Les Nations unies ont aussi une *légitimité unique*. L’ONU est dotée d’une Charte, avec des objectifs et des principes, des membres et des organes, et un budget qui sont clairement définis. L’ONU offre un cadre institutionnel stable aux Etats membres. Tous les sujets couverts par la Charte peuvent être débattus par l’Assemblée générale. Ceci contraste avec la nature « à la carte » des groupes commençant par la lettre G, et l’arbitraire qui caractérise leur composition. Par exemple, quels sont les critères pour choisir les

pays non G20 invités par la Présidence à participer au sommet du G20 ?

Avec ses 193 Etats membres, l’Assemblée générale de l’ONU atteint presque l’*universalité* et elle reflète la pleine diversité des situations et des intérêts en jeu. Elle est là pour promouvoir les droits de toute femme et de tout homme sur cette planète. Avec son système de « un pays, un vote », elle assure que même les voix les plus faibles peuvent se faire entendre. Sur le plan opérationnel, le système des Nations unies, avec ses divers programmes, entités et agences spécialisées, dont Genève accueille un grand nombre, a une expertise et une présence sur le terrain qui en font un élément central de la gouvernance globale. [...]

Cependant, il y a plusieurs aspects à considérer pour que l’ONU soit à même de jouer ce rôle central dans la gouvernance globale et évite d’être marginalisée.

Premièrement, une ONU forte exige un effort décisif pour revitaliser l’Assemblée générale, réformer le Conseil de sécurité et réexaminer le travail du Conseil des droits de l’homme. [...]

Un deuxième aspect est le renforcement des entités économiques des

« En dépit de toutes les critiques, depuis sa création, l’ONU nous a bien servis et a incontestablement contribué à rendre le monde meilleur, à le pacifier et le développer. »

contribué à rendre le monde meilleur, à le pacifier et le développer. Ainsi par exemple, la contribution de l’ONU



Joseph Deiss lors de sa conférence à l’Institut. Photo Edgardo AMATO.

Nations unies; je pense là en particulier à l'ECOSOC. A cet égard, il faut refixer les priorités et recentrer le mandat de l'ECOSOC, qui, à l'heure actuelle, couvre beaucoup trop de domaines, de la coopération en matière de culture et d'éducation jusqu'aux droits de l'homme. [...]

Troisièmement, [...] de nouveaux acteurs sont apparus, qui jouent un rôle utile. Nous devons établir les mécanismes appropriés de communication, de consultation et de coopération entre l'ONU et ces autres acteurs de la gouvernance. Ces mécanismes doivent s'étendre aux acteurs non gouvernementaux du secteur privé, de la société civile et du monde académique, qui jouent un rôle de plus en plus important dans la gouvernance globale. [...]

Qu'en est-il du leadership et du G20? Est-ce que le G20 va reprendre le leadership dans la gestion des crises et réussir simultanément à s'imposer comme un acteur majeur sur des

questions plus structurelles comme la gouvernance et le développement? Il me semble certain que le G20 a des atouts pour jouer ce rôle de leader global mais qu'il ne peut y réussir qu'en complétant et en s'articulant avec les Nations unies. Il se réunit au niveau des chefs d'Etat, ce qui lui donne une approche transversale des problèmes, un aspect essentiel vu la nature des grands défis globaux du moment et la nécessité d'assurer la cohérence de la prise de décision.

En revanche, le G20 n'est pas en position de donner les impulsions nécessaires pour surmonter la concurrence entre les institutions spécialisées, telles que la Banque mondiale, le FMI, l'OIT, la CNUCED, le PNUD, pour ne citer que quelques-unes de celles qui sont actives en matière économique et sociale, concurrence qui parfois empêche la prise de décision. L'Assemblée générale, grâce à son large mandat, est en bien meilleure position pour le faire. Quant à ces institutions spécialisées, où les solutions

sont de fait élaborées puis mises en œuvre, dans quelles mesures leur système de gouvernance est-il représentatif? Dans quelle mesure n'y a-t-il pas des doublons ou des lacunes dans leurs mandats au niveau sectoriel? En complémentarité avec le G20, l'Assemblée générale, avec son mandat large, a certainement aussi un rôle à jouer pour superviser le travail de ces agences de façon à renforcer la cohérence. [...]

Ma vision est donc celle de Nations unies fortes avec une Assemblée générale forte, qui doit être le forum majeur pour le débat global. Dans ce système onusien fort, il va sans dire que Genève va continuer à jouer son rôle de plateforme pour influencer et mettre en place la gouvernance globale dans ses domaines d'excellence, tels que les droits de l'homme, la migration et le commerce. >>

LA VIE DE L'INSTITUT

INSTITUTE NEWS

AN INTEGRATED HISTORY OF THE HOLOCAUST QUESTIONS AND REAPPRAISALS

Saul Friedländer, Professor of History at UCLA

On 26 October 2011, Saul Friedländer, Alumnus and Former Professor at the Institute, was invited to deliver the Pierre du Bois Annual Lecture. Extracts from his lecture are below.

“ The impossibility, in my opinion, of interpreting the Holocaust within an all-encompassing conceptual framework led me to choose a mode of historical representation unusual nowadays: historical chronicle. “Chronicling”, in historian Dan Diner’s words, “does not in this case precede conceptualisation; it is the only recourse after all general conceptualisations had failed.” However it allows for partial conceptual frameworks, as those previously mentioned, to be correlated within the evolving narrative, enabling the interpretation of some of its sequences. On a merely technical level, a minor problem had to be resolved: Whereas in *The Years of Persecution* it was the unity of place (Germany) that held the narrative together, in *The Years of Extermination*, where the whole of the European continent and countries well beyond it became the stage, successive, very limited and precisely defined units of time allowed for a synoptic view of the simultaneous interaction between various series of events: Nazi policy decisions, the attitudes of populations in various European countries, of local authorities, of spiritual elites, the internal evolution of events within diverse Jewish communities, etc.

Commentators have usually focused upon my systematic and frequent use of “Jewish voices”, in other words, of Jewish witnesses, mostly diarists. My intention was indeed to put an emphasis on these “Jewish voices” along with the rich “Jewish historiography” that, as mentioned at the outset, had developed since the 1970s, most vigorously in Israel (but also in the US, France, Poland, the Netherlands, among other places), and generally as a separate set of researches, independent of the mainstream historiography

of the Third Reich. Such a Jewish historiography is invaluable for our understanding of the diverse and complex attitudes of Jewish communities, their leaderships, their internal feuds, their material and spiritual life during the years preceding the deportations and during the various phases of deportation, to the end. It is no less essential for understanding the historical importance of Jewish resistance groups, the ephemeral ones and the few long-lasting ones, the relations of the communities with surrounding populations and with various local and national authorities in countries not directly ruled by the Germans.

As for the Jewish voices as such, the choice of the direct witnessing present in diaries and letters – rather than the delayed account of memoirs written after the events – stems, as explained in the “Introduction” to *The Years of Extermination*, from the fundamental aim of that volume: “To offer a thorough historical study of the extermination of the Jews of Europe, without eliminating or domesticating an initial sense of disbelief”. I had explained in that introduction that the extermination in its various aspects caused a quasi-visceral reaction of disbelief before historical interpretation rushed in to smother and domesticate it. The spontaneous reactions of diarists in the face of the events as they occurred, expressed this very sense of disbelief, whereas memoirs written after the war partook naturally of the re-ordering of experience within the flow of rapidly increasing historical knowledge and according to conscious or unconscious needs in establishing one’s own individual narration of the past. [...]

This being said, the “Jewish voices” are not the only ones heard in my work. They are a part – though essential – of a discordant “chorus” comprising the diaries or letters of Nazis of all ranks, German soldiers’ letters, diaries of various East and West European bystanders. These

simultaneous reactions about ongoing events demonstrate, for example, a fundamental historical fact, otherwise obscure: in contradistinction to vast segments of surrounding society, increasingly well informed about the extermination from mid 1942-on, the Jews in their immense majority did not comprehend what was ultimately in store for them. In Germany and in the West, the available information had somehow not been pieced together; in the East, the Jewish populations in their vast majority refused to believe the rumours reaching them from other Eastern areas or that reports of deportations and mass murder would also apply to them. This denial of the increasingly obvious course of events decisively contributed to the smoothness of the extermination process and to the so-called passivity of the victims.

The subjectivity of the historian is unavoidable but may be harnessed to facilitate some historiographical choices. In the construction of my narrative, subjectivity applied mainly to the choice and juxtaposition of the witnesses' voices. The responses of diarists, mostly of victims, were used to "puncture" so to say, the "smugness" of the historical domestication. But how should these witness testimonies be chosen?

I was familiar with some of the diaries and letters I planned to use in both volumes. But if I add to these familiar texts over half of the Jewish documents that I used and a large number of diaries and letters written by bystanders and perpetrators, then much of the material was new to me and my choices were guided by my own reactions. Some of the victims' voices, generally the most unassuming, the most naïve, the most helpless, caught me entirely by surprise, so to say, and triggered strong emotional response. Thus it was my own initial reaction that pointed in and of itself to the choice I would make.

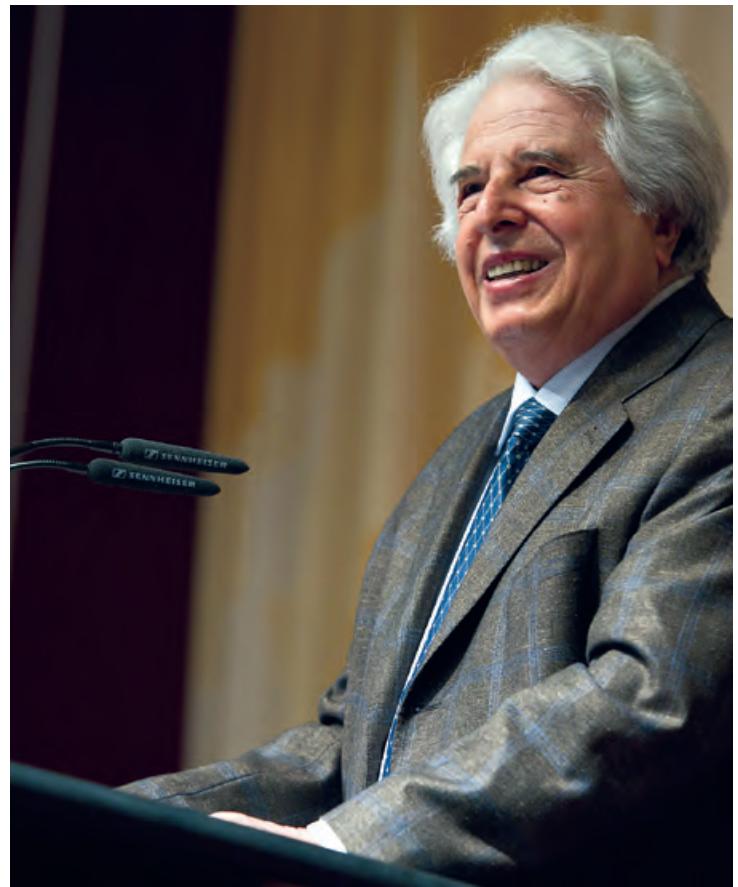


Photo Eric ROSET.

As for the familiar documents – most notably, for example, the *Diary of Anne Frank* that stunned the wider public soon after the war – they may have lost their once powerful impact. But I would argue that the power of some of these familiar texts, as that of some iconic images, is indelible; each individual, each generation perceives them and reacts to them anew even if they are deemed familiar. Indeed, the resilience of the memory of the Holocaust, mainly in the Western world, doesn't derive only from the very dimension and thoroughness of the genocide as such, nor does it solely stem from the recognition of the auxiliary role played over the centuries by Western anti-Semitism and its Christian roots. It may well result from the dim recognition, seeping in through the most diverse cultural channels, of a fundamental moral weakness dwelling at the very core of what one still defines as Western civilisation. ‚‘

Full text of the lecture:

<http://graduateinstitute.ch/friedlander-conference>



Video interview of Professor Friedländer
by Philippe Burrin:

<http://graduateinstitute.ch/friedlander-video>





Le Programme genre, globalisation et changements obtient la direction du programme doctoral « Etudes genre » de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO) pour l'année 2012.

Le programme doctoral CUSO « Etudes genre » est un lieu de formation et d'échanges scientifiques pour les doctorants qui travaillent dans une perspective de genre. Succédant à l'Ecole doctorale lémanique (2002-2008) et à l'Ecole doctorale romande en études genre (2008-2011), ce nouveau programme s'inscrit dans une dynamique de consolidation des acquis et dans un esprit d'élargissement, tant institutionnel que disciplinaire.

Il offre l'occasion d'expérimenter les apports de l'interdisciplinarité,

au fondement des études genre, et d'approfondir les connaissances théoriques et méthodologiques. Il facilite également la mise en réseau des doctorants sur le plan régional, national et international. La communication scientifique et la valorisation des recherches, notamment par le biais de publications individuelles et collectives, figurent aussi parmi ses principaux objectifs.

Le programme doctoral CUSO « Etudes genre » réunit cinq institutions en Suisse occidentale: l'Institut et les universités de

Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel. Il est également affilié au Réseau des écoles doctorales suisses en études genre.

Elisabeth Prügl, professeur de relations internationales / science politique, directrice adjointe de l'Institut et directrice du Programme genre, globalisation et changements (PGGC), et Fenneke Reysoo, directrice scientifique du PGGC, représentent l'Institut au Comité directeur du programme doctoral CUSO « Etudes genre ».

Inscriptions <http://gender.cuso.ch>

- ↗ Ecoles doctorales suisses en études genre <http://gendercampus.ch/f/Studies/05>
- ↗ Programme genre, globalisation et changements <http://graduateinstitute.ch/genre>

PIERRE DU BOIS VISITING PROFESSOR

Ricardo Salvatore, Professor of Contemporary Latin American History

Gareth Austin, Professor of International History

This semester the Graduate Institute welcomes Ricardo Salvatore, a very distinguished economic, social and cultural historian from Argentina, as the first holder of the Pierre du Bois Visiting Professorship in Contemporary Latin American History. Mr Salvatore's regular position is plenary professor in the History Department at Universidad Torcuato Di Tella in Buenos Aires.

In an age of specialisation, Ricardo Salvatore is remarkable for the breadth of his expertise across history and related disciplines. His PhD from the University of Texas at Austin (1987) is in economics, and he is a major contributor to the economic history of Argentina and Latin America generally. In this context, he is one of the pioneers of anthropometric methods in Latin American history: the study of heights as evidence of changing nutrition and thus of physical welfare. He is also a major figure in Argentine social and political history. Here he has explored the history of crime and violence, and brought to nineteenth-century Argentina the perspective of the Subaltern Studies Group of Indian historians, but with perhaps greater emphasis upon the capacity of peasants and other subalterns to alter history. In addition, some of his very recent work examines the cultural

politics of the emergence of Latin American studies in the United States. He is on the editorial board, or a corresponding editor, of nine journals, including both area studies (Latin American, American) and history (diplomatic as well as economic and social). Mr Salvatore's work has been widely recognised internationally, as his long list of fellowships and visiting professorships attests – including at Columbia, Duke, Georgetown, Harvard, Princeton, Yale and the London School of Economics.

•
Thanks to the support of the Pierre du Bois Foundation, Professor Salvatore will be at the Institute for the first half of the spring semester, based in the Department of International History. He will offer a course on "The Economic History of Latin America", which will be taught over seven weeks, with two classes each week. It is open to students in a range of programmes. He will also be giving a public lecture and a research seminar.
• • • • • • • • • • • • • • • • • • •



Ricardo Salvatore.

ALUMNI

DON DE DENIS MYLONAS



Denis Mylonas.

terrible tremblement de terre, suivi d'un incendie, a déplacé toute sa famille à Athènes en 1953 alors qu'il n'avait que 13 ans. Ce déplacement était précurseur de bien d'autres dans sa vie.

Après avoir effectué des études de droit à Athènes et accompli son service militaire obligatoire à Sparte, Denis Mylonas entame des études de doctorat en sciences politiques en 1965 à l'Institut, qu'il avait découvert lors de séjours d'été à Genève. C'est un compatriote, le professeur Jean Siotis, qui dirigera sa thèse sur la création de ce qui s'appelle aujourd'hui l'UNESCO. Ce qui a intéressé Denis n'était pas tant l'activité de cette dernière que le concept du fonctionnalisme en relations internationales, qui a permis sa création. Logé, lors de ses études, dans l'un des petits pavillons à l'entrée du parc Barton, Denis Mylonas garde des souvenirs inoubliables de ses camarades d'école, issus de tant de nations et aux horizons professionnels si étendus.

→ En témoignage de son attachement profond à l'Institut, M. Denis Mylonas vient de faire don à la FERIS* d'une propriété dont il conservera l'usufruit sa vie durant. La FERIS affectera ensuite les revenus de cette propriété au financement de bourses en faveur d'étudiants de l'Institut originaires de la région méditerranéenne. Ces bourses porteront le nom d'Alexi Mylonas, du nom d'un fils prématurément disparu. L'Institut exprime à M. Mylonas sa profonde gratitude pour ce généreux don qui lui permettra de soutenir à l'avenir des étudiants talentueux.

C'est sur son île natale du joli nom de Zakynthos, dans la mer Ionienne, que Denis Mylonas choisit de se ressourcer chaque année. L'île n'a pas toujours été un havre de paix, et un

Après avoir défendu sa thèse en 1971 devant les professeurs Jean Siotis, Jacques Freymond et Saul Friedländer, Denis repart dans le sud, où il travaillera quatre ans à la FAO à Rome. Mais il déchante assez rapidement : les organisations internationales qu'il côtoie sont, à ses yeux, des usines à papier et utilisent mal les budgets extraordinaires dont elles sont dotées. Il décide alors de changer de cap et d'orienter sa carrière de juriste vers le secteur privé. Il y restera près de trente ans, la majeure partie pour les multinationales Serono et RJR/JTI. Ses études en relations internationales lui seront alors bien précieuses, car ses multiples postes de membre de conseils d'administration dans des filiales à travers le monde le confrontent à des cultures et modes opératoires bien divers.

Cette empreinte de l'Institut incite Denis Mylonas à s'engager dans l'Association des anciens de HEI pendant de nombreuses années. Aujourd'hui à la retraite, il s'occupe de sa collection grandissante d'œuvres d'art et de divers comités, dont celui de l'Association gréco-suisse, où il invite ses amis de l'IHEID, tels les professeurs Georges Abi-Saab et le regretté Victor-Yves Ghebali, à donner des conférences. Il participe aussi fidèlement aux nombreuses manifestations publiques de l'Institut.

* La Fondation pour l'étude des relations internationales en Suisse (FERIS) a été créée dans les années 1950 par Jacques Freymond pour recueillir des capitaux et les gérer indépendamment de l'Institut, mais dans l'intérêt de celui-ci, assurant ainsi une protection et une gestion optimale des dons qui lui sont confiés.

PORTRAIT DE VERA MICHALSKI

D'origine russe, autrichienne et suisse, Vera Michalski-Hoffmann a vu le jour au milieu des années 1950 à Bâle. Elle grandit en Camargue et, très jeune, est sensibilisée à la littérature par l'une de ses tantes, elle-même auteur.

Attriée par la vocation internationale de l'Institut et la pluridisciplinarité qui le caractérise, Vera Hoffmann vient y étudier en 1974. Elle se lance ensuite dans une thèse sur le « Phénomène des compagnons de route du communisme en France entre 1928 et 1939 ». C'est à ce moment qu'elle rencontre Jan Michalski. Tous deux fréquentent les enseignements de l'Institut, et notamment le séminaire sur les révolutions donné par le professeur Harish Kapur à la villa Barton. Ce lieu est ainsi devenu pour elle mémorable à plus d'un titre.

Né en Pologne, Jan Michalski est fils de médecins. La famille de sa mère a été déportée au Kazakhstan et son père a participé à l'insurrection de Varsovie en 1944. Jan a suivi l'enseignement en « éthique générale » de Mgr Wojtyla, le futur pape Jean-Paul II, puis étudié à Lublin et à Bruges avant de rejoindre Genève.

Vera et Jan se marient en 1983 et créent en 1986 les éditions Noir sur Blanc à Montricher, au pied du Jura, dans le canton de Vaud (Suisse). Leur objectif ? Faire avancer l'Europe des cultures et des idées en facilitant la compréhension mutuelle de peuples que la Guerre froide a séparés et qui se connaissent mal. Ils publient les traductions françaises de témoignages, de récits, d'essais et de documents qui racontent l'histoire des gens qui vivent de l'autre côté du rideau de fer ainsi que les œuvres d'auteurs comme Slawomir Mrozek ou Olga Tokarczuk. En sens inverse, ils

sont les premiers à publier en polonais Charles Bukowski, Paul Auster, Nicolas Bouvier, Umberto Eco ou Oran Pahmuk. Ils acquièrent, en 1991, la Librairie Polonaise du boulevard Saint-Germain à Paris, qui existe depuis 1833, avant de sauver les Editions Phébus de la faillite en 1998 et, en 2000, la vénérable maison Buchet / Chastel.

Après la disparition prématurée de Jan en 2002 et parallèlement à son travail d'éditeur, Vera poursuit la mission qu'elle a entamée avec lui et développe des activités de mécénat. Elle crée notamment une fondation et un prix international de littérature qui portent le nom de son mari.

Son projet le plus important est aujourd'hui l'édification de la Maison de l'écriture à Montricher. Ce bâtiment, conçu par l'architecte Vincent Mangeat, est destiné à accueillir des écrivains pour un séjour de travail. Partiellement ouverte au public, la maison sera dotée d'un auditorium d'une centaine de places pour des lectures ou des concerts, d'un lieu d'expositions et d'une bibliothèque en libre accès qui rassemblera quelque 85 000 livres de littérature européenne dans toutes les langues. Les écrivains seront logés dans des cabanes suspendues à la « canopée » qui surplombe le site.

Ce projet d'avant-garde et d'envergure est une magnifique illustration de l'audace et de la créativité dont les Michalski ont fait preuve tout au long de leur parcours.

Vera Michalski est actuellement présidente du Groupe Libella.



Vera Michalski.

DOHA + 10

Entretien avec Mme Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération et ancienne présidente de la Commission de l'OMS sur les droits de la propriété intellectuelle, l'innovation et la santé publique

Le 23 novembre dernier, le *Global Health Programme* a tenu la cinquième édition de son symposium annuel sur le thème « Ten Years after the Doha Declaration ». Organisé sous les auspices de Mme Ruth Dreifuss, il a accueilli Mme Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), M. Francis Gurry, directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), et M. Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Vous avez été l'inspiratrice de cet événement, qui a eu lieu grâce à votre ténacité. Pourquoi teniez-vous tant à un tel symposium, dix ans après la Déclaration de Doha ?

La Déclaration de Doha s'inscrit dans une dynamique qui a entraîné des acteurs très divers à reconnaître qu'une multitude d'êtres humains sont privés des médicaments dont ils ont un urgent besoin : soit parce que ces médicaments sont trop chers pour eux, soit parce que leurs maladies ne suscitent pas les investissements en recherche et développement qui permettraient d'inventer des remèdes efficaces. Il en est résulté une mobilisation de ressources, la création de partenariats public-privé, une clarification des obligations et des possibilités en matière de propriété intellectuelle, etc. Nombre des acteurs de cette mobilisation ont leur siège à Genève. L'Institut de hautes études internationales et du développement a souhaité offrir une plateforme « neutre », qui permettrait à chacun de contribuer au bilan et à la réflexion sur les moyens d'une plus grande efficacité.

Quels ont été les points forts du symposium ?

Le symposium a souligné à quel point il était nécessaire d'intensifier la collaboration entre les organisations intergouvernementales, notamment celles qui se trouvent à

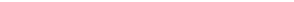
l'intersection de la santé publique, du commerce et de la propriété intellectuelle, pour assurer la cohérence de la politique mondiale en matière de santé. Celle-ci ne peut se développer que si les organisations non gouvernementales sont également considérées comme des partenaires, dont l'expérience et les revendications sont entendues.

Quels sont les défis pour les dix années à venir ? Et quels acteurs pour les relever ?

Le principal défi est la durabilité des efforts entrepris. Sans l'organisation de systèmes qui assurent l'accès de l'ensemble de la population aux soins, sans un financement public suffisant de la recherche fondamentale, les solutions actuellement mises en œuvre restent fragiles et insuffisantes. Ni des fondations caritatives ni l'industrie privée ne peuvent assumer le rôle qu'ont joué les Etats, qui ont créé dans les pays industrialisés les conditions-cadres pour les succès de la recherche pharmaceutique : organisation de l'offre sanitaire, assurances maladie, recherche fondamentale, système de brevets, etc. Or, ces conditions ne sont pas réunies dans nombre de pays. Il s'agit alors de mettre en place d'autres mécanismes, notamment pour faciliter, autoriser et financer la recherche de médicaments, de vaccins et de diagnostics. Un nouvel instrument international devrait manifester l'engagement de la communauté internationale à mobiliser ses ressources scientifiques et financières en faveur de la recherche et du développement des médicaments, vaccins et diagnostics dont l'humanité a besoin, ainsi qu'à en assurer l'accès à tous. La charge croissante des maladies non transmissibles dans les pays en développement a été encore insuffisamment prise en considération dans les solutions actuelles, qui visent principalement à répondre aux « maladies tropicales négligées ».



Ci-dessus: Ilona Kickbusch,
directrice du *Global Health Programme*.



Pascal LAMY



Photos Eric ROSET.

Comment l'Institut peut-il susciter et encourager une nouvelle réflexion sur les sujets abordés lors du symposium ?

L'Institut peut contribuer par la recherche et la formation à la négociation globale qui devrait aboutir à une telle convention. C'est à Genève que cette négociation aura lieu. C'est ici, dans un cadre académique, que les collaboratrices et collaborateurs des missions diplomatiques, des organisations non gouvernementales et des groupes d'intérêt devraient pouvoir trouver des informations, des solutions alternatives et des occasions informelles d'échanger leurs vues.



GLOBAL SOUTH WORKSHOP

2011 EDITION HELD IN INDONESIA WITH A NEW ACADEMIC PARTNER

Jean-Luc Maurer, Professor of Development Studies



From left to right: Professors Balachandran, Maurer and Hartono.
Photo Eliane MINASSIAN.

The 2011 Global South Workshop, which was held for the first time outside of Geneva, was one of the most successful to date. Organised by the Graduate Institute and Gadjah Mada University in Yogyakarta, Indonesia from 26 November to 2 December, it brought together 20 PhD students from universities in the Global South and was carried out under the supervision of Institute Professors Balachandran, Bocco, Biersteker and myself as well as Professor Hartono, Director of the Gadjah Mada University Graduate School. Participants came from Africa, Asia and Latin America. The group included seven students from Gadjah Mada and two from the Institute.

The purpose of the workshop was to provide an opportunity for PhD students from universities in developing countries to present their research to professors and PhD candidates from the Institute in order to benefit from their expertise. In addition, it was intended to develop a network of graduates from institutions of higher learning in the North and in the South.

Feedback from the participants and organisers revealed why the 2011 workshop was particularly fruitful. By and large, the level of preparation and high-quality of the participants and their presentations were excellent. Among the principal novelties this year were that natural science research was

presented, thanks to the Gadjah Mada University whose domain is not restricted to social sciences, and that two conferences each with two speakers focusing on themes of common interest to the participants were organised. The professors in charge were present during the entire workshop and collaborated with one another to a greater extent than in previous years.

The two conferences focused on a comparison of Indonesian and Indian democratic experiences and the international dimension of the "Arab Spring". A series of panels was organised to examine identity, nationality and land; labour movements, multinational companies and farmers' choice in the context of green structuring; and security challenges, child soldiers in Uganda and social violence in Indonesia and South Africa.

The organisation of the workshop, carried out in large part by Gadjah Mada, was remarkable. Professor Hartono and his assistants ensured a high level of hospitality and made the experience unforgettable. The rich visit programme combined culture and nature.

The experience was also a real pleasure for me because I am from the "Indonesianist" academic tribe and did most of my own PhD work in the early 70's around Yogyakarta under the sponsorship of Gadjah Mada.

In short, the 2011 edition benefited greatly from being held away from Geneva and with a partner school from the Global South. Although the 2011 workshop was a great success, the Institute's International Programmes team is preparing improvements for 2012, when it will be held in Africa with a new partner. The application process begins on 1 March 2012.

<http://graduateinstitute.ch/southworkshop>



WINTER PROGRAMME ON THE UNITED NATIONS AND GLOBAL CHALLENGES

Jasmine Champenois, Executive Director, Academic Outreach

The Graduate Institute hosted twenty undergraduates – many from the South – for the inaugural edition of a 2-week programme on the United Nations from 9 to 20 January 2012.

The Institute has enjoyed long-standing relationships with international organisations based in Geneva, particularly the United Nations. Institute alumni now manage key programmes of the UN and its agencies, while UN practitioners often speak at the Institute or participate in seminars and training. The Institute recently launched a new Programme for the study of International Governance.

Students of international and development studies have a keen interest in the mission and work of the UN. It was therefore timely to create a short course devoted to analysing the challenges faced by the organisation and its agencies. This new 2-week programme describes the United Nations system, its different working bodies and agencies, from its creation to the present day. It explores structural and political challenges currently facing the UN including changes to the negotiating environment, humanitarian crises and security issues. Lectures are given by members of the Institute's faculty, under the leadership of Professor Cédric Dupont.

Participants in the first edition were drawn from all over the world including Brazil, China, India, Morocco and Switzerland, the UK and the USA. For some, it was the first time they had travelled out of their own countries. They were given an opportunity to explore Geneva and become acquainted with the academic programmes offered by the Institute.

Participants were encouraged to engage in critical analysis of the future of global governance. Thanks to the Geneva Model United Nations, a simulation of the global



Photo Whitebalance Studio.

organisation in action, students had an opportunity to engage in debates about international cooperation from different perspectives among their peers, drawn from some 15 different nationalities. In addition, guest ambassadors, Dr. Bruce Jenks, former Assistant Secretary General of the United Nations Development Programme (UNDP), and Mrs. Cécile Molinier, Director of UNDP, also participated, thereby offering students first-hand insights into UN diplomacy in action. A series of social events organised on the periphery of the programme allowed students to interact closely and experience multiculturalism and global diversity first hand.

This new winter programme, along with the Institute's summer programmes in International Affairs and International Trade, are designed to enhance the students' passion for learning and give them the tools necessary to transform their dreams of a better world into reality.

<http://graduateinstitute.ch/winter>



<http://graduateinstitute.ch/summer>

PORTRAIT

Doris Schopper, nouvelle directrice du CERAH



Doris Schopper.

La directrice du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève (CERAH), Doris Schopper, en poste depuis juillet 2011, ne cache pas son impatience de mettre en œuvre la nouvelle stratégie du centre visant à répondre aux besoins grandissants des professionnels de l'humanitaire (voir page ci-contre).

Allemande de naissance, Doris Schopper a suivi sa famille à

Genève, où elle a fait des études de médecine et obtenu un titre FMH de spécialiste en médecine interne. Mais, très tôt, elle s'interroge sur les politiques de santé publique. Après quelques années sur le terrain avec Médecins sans frontières (MSF), elle part étudier ces questions aux Etats-Unis en 1987 et entame un doctorat en santé publique à la Harvard School of Public Health. Ce doctorat, elle le veut pratique, et c'est en Ouganda qu'elle va être confrontée à l'épidémie du sida et proposer un programme de prévention et de soins.

De retour à Genève avec son diplôme en poche, Doris Schopper a de nombreux projets, qu'elle veut mener en parallèle avec une énergie débordante. En 1992, l'Organisation mondiale de la santé lui demande de rejoindre le programme sur le sida, qui sera ensuite transféré à Onusida. MSF la sollicite aussi et elle accepte de prendre la présidence de la section suisse de 1991 à 1998. Pendant cette période, elle sera à deux reprises présidente de MSF International. C'est alors que, constatant l'absence de

formation continue universitaire de haut niveau pour les cadres de l'action humanitaire, elle participe avec l'Université de Genève à la création en 1998 de ce qui sera le précurseur du CERAH, le Programme plurifacultaire en action humanitaire (PPAH), avec le soutien de plusieurs facultés, d'organisations humanitaires et de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères.

Le PPAH lancé, le Dr Schopper se tourne vers sa terre d'adoption, le canton de Genève, qui lui demande de préparer sa première politique de santé publique. Cela l'amènera à s'intéresser au cancer, notamment en ce qui concerne le dépistage par mammographie, et à l'obésité. Comme indépendante, Doris Schopper a la possibilité d'allier ses missions en Suisse avec l'international. Il y a dix ans, elle a monté un comité d'éthique de la recherche pour MSF, comité dont elle garde la présidence à ce jour.

En acceptant son titre de professeur ordinaire de l'Université de Genève et la direction du CERAH, le Dr Schopper amorce un nouveau tournant dans sa carrière. Un parcours de trente ans dans l'humanitaire la place merveilleusement bien pour relever ce défi nécessaire.

NOUVELLES FORMATIONS DU CERAH EN 2012 – 2013

Des enseignements divers et flexibles, adaptés aux besoins des professionnels engagés dans l'humanitaire

Les nouvelles formations offriront une base théorique et pluridisciplinaire solide, pour mieux comprendre les enjeux et dilemmes contemporains de l'humanitaire, ainsi que des spécialisations dans des domaines essentiels de l'action humanitaire, afin d'améliorer les stratégies d'intervention.

Le **Master of Advanced Studies** en action humanitaire est une formation de dix à douze mois à plein temps (60 crédits ECTS). Basé sur la pratique et orienté vers la pratique, il aborde les différentes facettes de l'action humanitaire tout en permettant d'en approfondir certains aspects. Cet enseignement interdisciplinaire et interactif est fondé sur deux axes transversaux : la dialectique urgence et développement; le triptyque conflits – catastrophes « naturelles » – exclusion sociale.

Le **Diploma of Advanced Studies** en action humanitaire est une formation de quatre mois à plein temps (30 crédits ECTS); il permet d'acquérir les bases indispensables à une réflexion critique sur la pratique en tant que professionnel de l'humanitaire.

Les divers **Certificates of Advanced Studies** en action humanitaire permettent de parfaire ses compétences dans un domaine particulier. En 2013, six formations spécialisées de six semaines (10 crédits ECTS chacune) seront proposées :

- Santé dans les situations de crise;
- Droits et action humanitaire;
- Human Resources Management in Humanitarian Settings;
- Stratégie et développement des interventions humanitaires;
- Gestion des catastrophes;
- Communication and Advocacy for Humanitarian Projects.

Le CERAH offre aussi des **séminaires thématiques**, cours intensifs d'une semaine à plein temps sur un sujet spécifique.

Toutes les formations sont modulaires, avec la possibilité de capitaliser les crédits pendant trois à cinq ans. Basées sur une pédagogie active, valorisant les expériences et compétences des participants, elles sont spécialement conçues pour des adultes professionnels ayant eu une expérience dans l'humanitaire. Les enseignements sont dispensés par des chercheurs académiques, des organisations humanitaires partenaires et des professionnels du milieu humanitaire. Ils se déroulent en anglais; il est possible de passer les examens écrits et de rédiger le travail de recherche en français.

Outre la réforme de l'enseignement, le CERAH veut développer des partenariats de recherche dans le champ humanitaire. Il engage actuellement la réflexion avec des chercheurs et des praticiens issus notamment des institutions représentées au sein du Comité directeur, dont Médecins sans frontières, le Comité international de la Croix-Rouge et la coopération suisse (DDC), en plus de l'Institut et de diverses facultés de l'Université de Genève.

<http://www.cerahgeneve.ch>



Gilles Carbonnier, professeur d'économie du développement à l'Institut, a été nommé, le 17 novembre dernier, **président du Comité directeur du CERAH**. Il dirige la *Revue internationale de politique de développement* et est vice-président de l'Association européenne de recherche et de formation en matière de développement.



NOTES FROM A SABBATICAL FOUND IN THE WASTE PAPER BASKET



Day 1, Geneva, work on my task list

- 1. Write a textbook on international law.
- 2. Tidy up the study.
- 3. Insert the crimes of aggression and piracy in the statute of the International Criminal Court.
- 4. Master Powerpoint and Zotero programmes on the computer; learn conversational Arabic, Spanish, Mandarin, and speak better German and Italian.
- 5. Write a best-selling thriller about a surly, sulky, Scandinavian set in Geneva, with a view to a TV mini-series, blockbuster film, and assured fortune in retirement.

This mix seems suitably arduous, realistic and achievable. Send an adjusted version to the Director to satisfy new deadline in new regulation on new terms and conditions for sabbaticals. Perhaps I will first tackle the study and take it from there. Write a terse out of office e-mail response stating that I will be away from the office for the foreseeable future.

Day 15, Kampala, midnight, last day of the International Criminal Court Review Conference

It looks like there might be a vote on the aggression amendment. No one seems to be sure whether there are enough delegates left at the meeting for a quorum, whether one can have proxy votes, or who is holding the proxies. Trying to find a good spot in the room when Bianca J. comes up and says I must sit with her in case they start a fight on the rules of procedure and we have to follow together. Now there are people with I-phones taking pictures of BJ, and I wish I looked a bit more edgy, a bit more Mick – a bit less Man at C&A. Amendment adopted by consensus, jubilation and relief all around (or nearly all around). No one interested in piracy.

Day 101, Panama, indigenous village

Finally out of phone and email contact for real. M has agreed that we take the 2 hour canoe trip to meet the villagers. Chief's wife announces that there will now be communal dancing and picks me to start the proceedings with her. M says it was because I was the only visitor not looking down into my fish and banana leaves, but I feel there were other reasons.

Day 161, Dubai, WEF

So much for Arabic immersion, Dubai is full of Institute professors all networking this "Davos brain trust". Decide to try some hard bartering in the Souk but most shop keepers are from India and Sri Lanka and switch to English. Receive a snippy e-mail from the Director (who has apparently studied my out-of-office message) pointing out that under sabbatical terms and conditions (as recently revised) professors are obliged to remain in constant contact with their PhD students. Draft a witty message to all my PhD students suggesting they apply to the Director for funding to travel to Dubai. Try to send the e-mail but can't find the students' e-mail addresses in the last 1,000 messages kept on I-pad. Decide to write to them from Geneva demanding they update me on progress.

Day 213, London LSE

Amazing that I am finding it hard to be understood. While discussing the right to water realise that we are all talking at cross purposes, when they talk of practice and practitioners they are referring to recent case law of the English Court of Appeal, I am speaking of the UN Human Rights Council and the Special Rapporteurs. The Palais des Nations now seems very exotic. Same problem when I see Mum, who has been reading my draft on the law of treaties. She tells me that the word "invalidity" refers to

special payments for the disabled and I need to find another word. This worries me for a while: surely the handicapped are just as valid, with the same worth, as all of us? Or is it treaty law that needs fixing? The root of the word is validus – meaning strong rather than legal. Sit up late trying to rework the law of treaties to avoid the word invalidity and please Mum. Give up.

Day 299, Venice

Creative writing class is great. We write on paper with a pen and with our left hands (to access better the brain's creative juices). We have to speed-write short stories based on fantasies. The sad Swede fails to materialise – but Carla is born. She is Continental, high up in EU foreign affairs, and is known in the British tabloid press as the competence creep; she wears elegant grey linen Prada suits, makes her own gazpacho and has a series of inappropriate but passionate affairs. The raunchy scene on the sofa goes down very well in class. M is very quiet; I expect there is problem at work.

Day 300, Venice

Last class of the creative writing course, M asks to read her story first. It is set in Geneva and there is a conference in Hotel Wilson. This is a change in direction from her previous stories set in the Middle East. There is a *mélée* and someone has a gun, Carla is shot through the heart and taken away to Hôpital Cantonal. We are all in shock. I read next. I adjust my vignette and put Carla in intensive care, on life support for the time being.

LES ÉTUDIANTS STUDENTS

DOMINIC EGHEL

PhD in International History and Politics

Laureate of the 2011 Latsis and Pierre du Bois Prizes

Dominic Eggel's thesis *The Idea of Europe in Classical Weimar: the case of Goethe, Schiller, Herder and Wieland*, supervised by Professor Andre Liebich, was awarded the Latsis Prize of the University of Geneva and the Pierre du Bois Prize of the Institute in 2011.



Dominic Eggel.

What motivated you to study history at the Graduate Institute?

Historians are constantly facing the challenge of bridging the gap between the present and the past which is precisely one of the main ambitions of the Institute's international history department. As historians are never able to reconstruct the past with 100% accuracy ("wie es eigentlich gewesen" as Ranke put it), they have to fill the voids left by historical transmission with their own subjective assumptions, empathetic qualities and interpretative skills. History is therefore the hermeneutical discipline *par excellence* as each generation of historians reinterprets the past according to its own priorities and perspectives.

What is your specific interest in the field of the history of ideas?

Ideas play a crucial role in the evolution of mankind and the formation of civilisations since it is in a process of abstraction and self-monitoring that human beings extract themselves from the prison of immediacy in order to conceive of a different future. Even though human nature *per se* has not changed much since the times of Achilles and Ulysses, mankind's history, far from repeating itself in circles, has constantly evolved in a process of accumulation of knowledge and intercultural dialogue contributing to the enrichment of human civilisation and collective

consciousness. In the eighteenth century, for example, European federalists were derided as mere daydreamers by a majority of analysts who preferred to stick to a vision of international relations as a zero-sum game. Now, two centuries later, the EU has become a proto-federal construction and a very tangible reality that has significantly contributed to pacify the continent.

What fascinates you about the study of Europe?

Since the Renaissance Europe has witnessed a process, unprecedented in world history, of progressive emancipation of the individual from society. More so, Europeans developed a vision of the state as accountable to its citizens and harnessed by constitutional laws. This represents an exception in world history since politics and everyday life usually were and continue to be dominated either by society and its conservative norms (religions) or by authoritarian regimes using state apparatuses as repressive tools. The fragility of the liberal model has been illustrated by Europe's gruesome relapse into barbarism under the fascist and Nazi regimes. Today, with the securitarian agendas dominating the political debates in the aftermath of September 11, the liberal model is again in jeopardy.

LYNA COMATY

PhD Candidate in Development Studies

Institute representative on the editorial staff of Princeton's
Journal of Public and International Affairs

What is your background?

I am Canadian and Lebanese. I started my higher education with a Bachelor of Finance at McGill University but quickly realised that it was not the field I was interested in. I then returned to Lebanon in 2006, and three days after the 33-day Israeli offensive began destroying much of the country's infrastructure. I stayed in Lebanon to work for a local NGO for a year and became interested in development. During that period, I applied to the Institute after hearing positive feedback about it. Exploring development studies quickly revealed my interest in the field of peacebuilding, which led me to do a Master's thesis on the Moroccan experience in transitional justice.

What are your current activities?

I am preparing my thesis on the transition from conflict to peace in Lebanon and plan on completing it in 2013. This academic year, I am living in Beirut, undertaking fieldwork and am affiliated to the Saint Joseph University's Centre for the Study of the Modern Arab World as a resident researcher. I am looking forward to exposure to researchers from all over the world from diverse backgrounds and their work on a wide range of issues.

What professional activities have you pursued during your studies?

I worked as a Research Assistant at the Centre on Conflict, Development and Peacebuilding which was immensely useful on many levels. I benefited from having close contact with researchers who worked on issues similar to the

ones I was interested in. Exploring theory building, methodology and follow-up on research projects was inspiring. By regularly attending roundtables and conferences, I was exposed to many ideas and eye-opening perspectives. I acquired professional skills and worked on design, coordination and dissemination of in-house publications and communication material. Having a salary and an office while studying was also helpful.

Why were you interested in becoming Contributing Editor at the *Journal of Public and International Affairs*?

I know that my predecessor, Sandra Tinajero Alvarez, also a PhD candidate at the Institute, considered it a very valuable experience. I am eager to meet students from Princeton as well as to exchange ideas, meet professors as well as build contacts. Having my name appear on an issue of the JPIA as a contributing editor is absolutely exciting. One of my main objectives is to try to get as many papers from students of the Institute published in the issue I will be working on.



Lyna Comaty.

The *Journal of Public and International Affairs* is a publication of the Woodrow Wilson School of Public Affairs (Princeton University) and the Association of Professional Schools of International Affairs (APSIA), of which the Institute is a member, that provides students a forum to present their research and exchange ideas.

JEAN DE DIEU BUDUREGE

Etudiant de Master en affaires internationales

Etudiant boursier



Jean de Dieu Budurege.

Racontez-nous votre histoire.

Je suis Rwando-Congolais. Ma double nationalité résulte de l'immigration de mes aïeux dans les années 1880, après les guerres de sécession qui ont suivi la mort du roi Kigeli IV Rwabugili. Je suis né en 1980 dans l'est de la République démocratique du Congo, où j'ai vécu jusqu'en 1995. Après le génocide des Tutsis, je suis retourné au Rwanda et j'ai poursuivi mes études primaires, secondaires puis universitaires. J'ai bénéficié d'une bourse Ousseimi lors de ma deuxième année de licence et, en 2007, j'ai obtenu une licence en sociologie de l'Université libre de Kigali. J'ai ensuite été accepté à l'Université de Rhodes, en Afrique du Sud, où j'ai de nouveau bénéficié d'une bourse Ousseimi et reçu un diplôme postgrade en études internationales. J'ai travaillé pour le Ministère rwandais de la fonction publique et du travail (MIFOTRA) en qualité de chargé de la politique de sécurité sociale et de lutte contre le travail des enfants.

J'avais depuis longtemps la passion des affaires internationales, mais je ne savais pas exactement où poursuivre une formation. En 2005, j'ai eu la chance de faire la connaissance de M. Jacques Moreillon, qui était, entre autres, membre honoraire du CICR, membre du Conseil de la Fondation Ousseimi et futur président de l'Association

des anciens étudiants de l'Institut. Il m'a parlé de l'Institut et j'ai décidé de postuler pour le Master en affaires internationales. L'Institut m'a accordé une bourse complète de la Fondation Hans Wilsdorf pendant la première année et une bourse exceptionnelle, plus modeste mais suffisante, ainsi qu'une autre bourse Ousseimi, pour la deuxième année. L'octroi de ces deux bourses a été une grande source d'encouragement. J'ai aussi eu la chance d'effectuer cet été un stage de trois mois à la Mission permanente du Rwanda, dans le département multilatéral. J'ai ainsi pu approfondir mes connaissances sur le système des Nations unies à travers diverses conférences internationales, telle par exemple la 7^e session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.

Comment voyez-vous votre avenir ?

Les connaissances et les compétences acquises à l'Institut me donnent confiance et ne me laissent aucun doute sur mon avenir professionnel. J'aimerais retourner en Afrique, plus particulièrement dans la région des Grands Lacs, et travailler dans des organisations internationales humanitaires.

JENNIFER MIKSCH

Master Student in International Affairs

Represented the Institute at Europaeum Graduate Workshop
on Europe and Leadership

In November 2011, I had the exciting opportunity to travel to Leiden, Netherlands with 20 students of 15 nationalities from 8 of the top European teaching and research institutions. At a three-day graduate workshop organised by the Europaeum, we reflected on the future of Europe and leadership. The Europaeum is a university association that promotes European integration amongst young scholars, of which the Graduate Institute is a member. It organises several workshops a year at member campuses. Participants are a diverse selection of graduate students.

The workshop took an interdisciplinary approach to examining European leadership. The participants, ranging from anthropologists and lawyers to students of public administration and sociology presented research papers offering varied perspectives on leadership. My own approach discussed whether the EU would be a different place with more female leaders.

In addition to the stimulating presentations by the others, I appreciated that the workshop exposed us to views from behind the scenes of European leadership through the presence of influential European academics and politicians, including several ministers. It was exceptional to be able to continue discussion with these figures after the regular sessions over dinner and drinks. Our informal conversations offered some surprising insights. What makes good European leadership remained heavily debated but – it became apparent that a female leader might certainly be a pleasant change for the EU.

Several interesting concepts were discussed at the workshop. The idea that Europe is transforming into a serious active player in the domestic policies of its member states was brought out by Boyan Gersimov from Oxford. Davide Vittori from Bologna University analysed Franco-German relations and argued that the recent political events in Europe show that medium-sized and smaller members have increasingly expanded their influence on European decision-making. Professor Abram de Swaan, a highly-cited sociologist, called for a new class of European intellectuals that cross national borders.

After three intensive days we returned to our universities all over Europe. Closing the workshop, Dr Paul Flather, Secretary-General of the Europaeum, said, "What we value is that these young scholars will continue to meet with their European counterparts, and in addition to employing an interdisciplinary focus in their work, they will also incorporate an international and European outlook".

Future Europaeum events include "Is Europe Sustainable?" in Prague in April, "The Limits of Europe" in Oxford in May, in summer "Sacred Spaces" in Bologna and "Conflict and Conflict Resolution in Europe" at Oxford.

The Graduate Institute hosts a Europaeum conference every two years.

www.europaeum.org



Jennifer Miksch.

LA RECHERCHE RESEARCH

STATES, MINORITIES AND CONFLICTS IN THE MIDDLE EAST

Jordi Tejel Gorgas, SNSF Professor of International History



Baghdad protests.

This comparative study of the durability of states, regimes and dissident movements in Egypt, Iraq, and Turkey (1948–2003) is a four-year research project launched in 2010 with a grant from the Swiss National Science Foundation. Through an examination of the durability of states, regimes and conflicts in the Middle East, it seeks to offer a new perspective on questions relating to the crisis of the state.

It is striking to observe how often social and political movements, mobilising small segments of society, have revealed the lack of legitimacy of states and regimes in the Middle East throughout the 20th century. It is equally remarkable to witness regimes with limited legitimacy demonstrating sustained durability.

While scholars have traditionally focused on *coups d'état* and political changes from a top-down perspective – except for the Iranian revolution – this project seeks to analyse state-society relations and political transformations by

looking at the “margins” of Middle Eastern societies. Most of the long-lasting dissident movements either arise from claims by a minority (e.g. the Kurdish movement in Iraq and Turkey) or they are largely composed of members of “minorities” (e.g. the leftist movement in Turkey largely composed of “minority” members, namely Alevis). The other long-lasting contestation most of the Middle Eastern regimes have had to face is that of an Islamic tone (e.g. the Muslim Brotherhood in Egypt, a non-minority movement).

This project is based on multi-archival research and oral history. It examines both the political ingenuity of states and the modes of construction and stabilisation of dissident movements from a long-term perspective. As a site of interaction between states and dissident movements, the university milieu has been chosen as the focus of our study. The comparative angle of this research – ethnic, religious and social claims/minority and non-minority movements – will allow us to observe the different trajectories of each local state and each dissident movement, while highlighting features common to the Middle Eastern region.

The outputs of the project will include the publication of a monograph, the organisation of a conference at the Graduate Institute in 2013, the publication of a collective work, and the publication of articles in academic journals.

<http://graduateinstitute.ch/conflicts-me>



FOOD SECURITY, GENETIC RESOURCES AND INNOVATION

Timothy Swanson, André Hoffmann Chair of Environmental Economics

The Earth now supports seven billion people – a tripling of the global population over the past 70 years. This begs the fundamental question of whether it is feasible to feed this number of people. Is such continued growth sustainable – just how many more people can the Earth support?

The answers lie in humanity's capacity to continue to innovate – to continue generating the productivity gains in agriculture seen over the past century. This is important because of the increasing human population and its reliance upon agriculture for sustenance, but also because nature presents ever new and varied problems of pests, plagues and pathogens. Innovation is about continuing to increase yields in the face of ever-increasing competition from these naturally occurring biological competitors.

The Centre for International Environmental Studies (CIES) has just received a grant from the European Commission to investigate how institutions manage resources and innovation to address problems of food security.

The grant will be used to conduct research on the role of genetic resources, and their conservation. It is a fact of commercial agricultural life that each new modern plant variety that is widely planted has its yield eroded rapidly over time. Hence the importance of maintaining genetic resources to address these evolutionary problems; but how much biodiversity should be conserved? What sort of conservation measures should be undertaken? The conservation of genetic resources is important to avoid collapse in the face of such evolutionary pressures, but it is essential to consider their conservation in light of new forms of biotechnology and innovation.

Another area of research will look at the role of institutions in innovation. Agricultural innovation has been managed over the past century by a complex of institutions: public,



BRAZIL, São Paulo: Biologists analyse sugar cane seedlings at Canavialis, a biotechnology firm controlled by Brazilian industrial conglomerate Votorantim. Agência Estado / Paulo LIEBERT.

private and IPR-based. Since the “seed wars” of the 1960s, international institutions have become an increasingly important part of this complex. And the institutions involved contribute to determining two distinct parts of the food security problem: both the rate of innovation at the technological frontier and the rate of diffusion within it. Both are critical in the quest for food security. Innovations that improve agriculture for a small set of countries, but reduce the rate at which these innovations reach others, result in an increasingly skewed distribution of the benefits from agriculture. The world’s poor become less secure if their capacity to tap agricultural innovation becomes more constrained.

CIES will analyse these problems. It hopes to make an important contribution to the quest for global food security, and to further the understanding of how institutions and innovation can be a part of the solution to this critical problem.

LES NOUVELLES THÈSES NEW THESES

THÈSES SOUTENUES (juillet–décembre 2011) DEFENDED THESES (July–December 2011)

Droit international

Joan APECU LAKER (Ouganda)
African Participation at the World Trade Organization: Legal and Institutional Aspects 1995 to 2010
Directeur: Joost Pauwelyn

Dora Cristina BARREIRA RAMOS (Portugal)
The Principle of Non-Interference in Other States' Affairs
Directeur: Andrew Clapham

Luc-Thierry DIMI (Cameroun)
La capacité des organisations internationales d'exprimer une volonté autonome en matière de traités multilatéraux entre Etats
Directeur: Marcelo Kohen

James David FRY (Etats-Unis)
Legal Resolution of Nuclear Non-Proliferation Disputes in Times of Crisis
Directrice: Vera Gowlland-Debbas

Sahar HASAN (Pakistan)
The Role of Complicity in International Responsibility, with Special Attention to State Responsibility
Directeur: Peter Hagemacher

Fiona LE DIRAISON
(France, Grande-Bretagne)
Exclusion from Refugee Status in the Post 9/11 Context
Directrice: Vera Gowlland-Debbas

Eleonora MELI MESSINEO (Italie)
Defendants' Rights and Victims' Interests in International Criminal Proceedings
Directeur: Andrew Clapham

Vasileios PERGANTIS (Grèce)
Challenging the Consensualist Paradigm in the Law of Treaties: Some Case Studies
Directeur: Andrea Bianchi

Deborah RUIZ-VERDUZCO (Mexique)
The Relationship between the International Criminal Court and the Security Council of the United Nations
Directeur: Andrew Clapham

Thomas Mitchell ROBINSON
(Etats-Unis)
The United States Alien Tort Statute and the Prohibition on Forced Labour in Customary International Law
Directeur: Andrew Clapham

Luiz Eduardo RIBEIRO SALLES (Brésil)
Preliminary Objections in International Adjudication: Procedural Tools to Address Forum Shopping before International Tribunals
Directeur: Joost Pauwelyn

Economie internationale

Dany JAIMOVICH (Chili)
The Traditional and the Global Village: Essays on Networks in International Trade and Economic Development
Directeur: Richard Baldwin

Cameron MCLOUGHLIN (Australie)
Three Essays on International and Domestic Aspects of Financial Integration
Directeur: Cédric Tille

Dennis REINHARDT (Allemagne)
Three Essays on International Capital Flows, Productivity, and Capital Mobility
Directeur: Cédric Tille

Etudes du développement

Jamil ALCA CASTILLO (Pérou)
La Economía de las prácticas: Análisis de las prácticas de extracción forestal y sus implicancias en la conservación de la Reserva Comunal Amarakaeri en Perú
Directeur: Marc Hufty

Juan Alex ALVAREZ DEL CASTILLO
(Pérou)
La Propiedad compleja: Gobernanza de la tierra y conservación en la Amazonia, caso de la Reserva Comunal Amarakaeri, Madre de Dios, Perú
Directeur: Marc Hufty

Tatiana KHRISTOVA (Russie)
Des grands-mères aux petites-filles: transformation des rapports de genre en Russie de l'époque soviétique à nos jours
Directrice: Fenneke Reysoo

Cheikh Sadibou SAKHO (Sénégal)
Cosmologie et ordre de la nature: la question du rapport homme/nature chez les Niominkas du delta du Saloum (Sénégal)
Directrice: Isabelle Schulte-Tenckhoff

Histoire internationale

Axel MARION (Belgique)

Au-delà du Bosphore, l'Europe ?

Etude du débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne dans la presse française (2002-2005)

Directeur: Bruno Arcidiacono

Özcan YILMAZ (Turquie)

Du groupe ethnique à la nation : la formation des petites nations et les Kurdes de Turquie

Directeur: Andre Liebich

Relations internationales/science politique

Imène AJALA (France)

Muslims and Foreign Policy in France and Great Britain

Directeur: Urs Luterbacher

Assia ALEXIEVA (Bulgarie)

Sentimental States: The Role of Emotions in Foreign Policy Decision-Making

Directeur: David Sylvan

Ali ARBIA (Suisse)

The Non-Overlapping Magisteria of Trade: Legalisation of Preferential Trade Agreements and the WTO

Directeur: Cédric Dupont



Photo Eddy MOTTAZ.

Vincent CHOFFAT (Suisse)

De-politicising the Praetorians: Civil-Military Relations between Internal and External Reform

Directeur: Keith Krause

Heidi HARDT (Etats-Unis)

An Informal Modus Operandi: Efficiency in the Organisation of Regional Peace Operations

Directeur: Cédric Dupont

Renato MARIANI (Brésil)

Explaining Rebel Recruitment in Civil Wars

Directeur: Urs Luterbacher

Thomas MESERLI (Suisse)

Exit, Voice and Adjustment: The Dynamics of Corporate Trade Policy Preferences in Declining Manufacturing Industries of the US and the EU

Directeur: Cédric Dupont

Colin NIPPERT (Allemagne)

From a Grunt's Eye View: Towards a Grounded Theory of International Humanitarian Law Violations

Directeur: David Sylvan

Ha Eun SEONG (Corée du Sud)

Delegation to Independent Regulatory Agencies: Comparative Study of 12 National Human Rights Institutions

Directeur: Cédric Dupont

LES PUBLICATIONS NEW PUBLICATIONS



London: Routledge. 2012. 208 p.

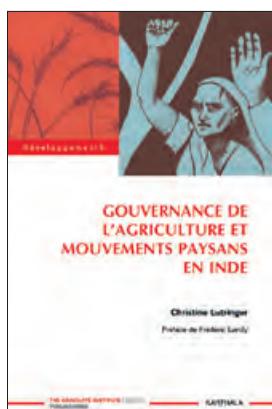
TRANSATLANTIC RELATIONS SINCE 1945: AN INTRODUCTION

Jussi Hanhimäki, Benedikt Schoenborn and Barbara Zanchetta

For much of the post-World War II era, transatlantic relations have been the bedrock of international relations. This new book focuses on the period since the defeat of Nazi Germany, when a multitude of links between the United States and Western Europe were created, extended and multiplied. The work emphasises transatlantic interactions; it avoids the temptation to focus on either US "domination" or European attempts to "resist" American efforts to subjugate the old continent. That these influences have travelled across the Atlantic in both directions is one starting point of this work.

Structured chronologically, the book is articulated around three central themes. First, it evaluates the contours of transatlantic security cooperation from the early Cold War era (and the creation of NATO) to the War on Terror and the ongoing conflict in Afghanistan. Second, it examines the economic dimension of transatlantic relations with a particular focus on US ambivalence towards European integration. Finally, it assesses the role of so-called "soft power" in transatlantic relations.

Transatlantic Relations Since 1945 offers a comprehensive and up-to-date account of transatlantic relations from the end of World War II to the present.



Développements 13. Genève:
Graduate Institute Publications;
Paris: Karthala. 2012.

GOUVERNANCE DE L'AGRICULTURE ET MOUVEMENTS PAYSANS EN INDE

Christine Lutringer, avec une préface de Frédéric Lundy

Alors que le secteur agricole de l'Inde fait face à de nouveaux enjeux, la paysannerie renouvelle ses stratégies de mobilisation. En particulier, à travers la participation aux mouvements paysans, elle conteste la redéfinition de certaines politiques publiques et les conséquences de l'ouverture internationale. Quelles sont les modalités et les implications de cette action collective ? Comment influence-t-elle la gouvernance de l'agriculture, tant au niveau national que régional ? Partant de l'hypothèse selon laquelle les effets de l'ouverture sont médiés par d'autres acteurs que les institutions étatiques, cet ouvrage propose un éclairage inédit sur les dynamiques d'intensification des échanges et de dépassement des frontières à l'œuvre dans l'Inde rurale. Les études de terrain en Uttar Pradesh et au Chhattisgarh permettent de comprendre l'influence des trajectoires du développement agricole sur les mobilisations paysannes. Elles mettent également en lumière la dynamique de résistance et d'adaptation à l'ouverture internationale véhiculée par les mouvements paysans.

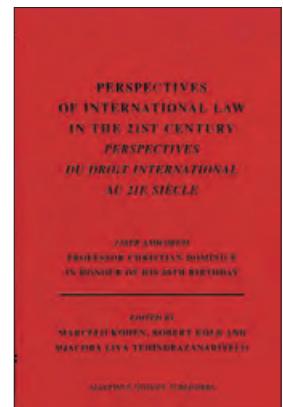
PERSPECTIVES OF INTERNATIONAL LAW IN THE 21st CENTURY | PERSPECTIVES DU DROIT INTERNATIONAL AU 21^e SIÈCLE

Liber Amicorum Professor Christian Dominicé in Honour of his 80th Birthday

Edited by Marcelo Kohen, Robert Kolb and Djacoba Liva Tehindrazanarivelo

L'ouvrage est un hommage collectif que des collègues, collaborateurs et amis souhaitent rendre à Christian Dominicé, ancien directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales (1978-1984), professeur honoraire de l'Institut et de l'Université de Genève, à l'occasion de son 80^e anniversaire. Les sujets en sont variés, tout en restant ancrés dans le droit international public, matière de prédilection du jubilaire. Ils s'étendent, en 22 chapitres, des langages, fondement et domaine matériel du droit international à la pratique relative aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, en passant par les immunités de l'Etat, les aspects du droit et des activités de l'ONU et des organisations régionales, et le fonctionnement et la pratique des cours internationales. Les contributeurs, qui comprennent 15 membres du très renommé Institut de droit international, dont le professeur Dominicé fut secrétaire général (1991-2003), ont présenté à la fois des réflexions sur des problèmes contemporains et des perspectives de développement dans ces matières du droit international.

L'ouvrage a été remis au professeur Dominicé, entouré de sa famille et de nombreux collègues, amis et admirateurs, lors d'une cérémonie organisée le 18 novembre 2011 à l'Université de Genève.



Boston and Leiden:
Brill / Martinus Nijhoff. 2012.
470 p.

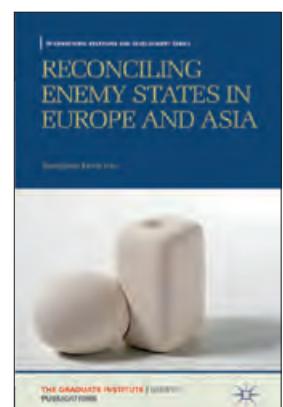
RECONCILING ENEMY STATES IN EUROPE AND ASIA

Seunghoon Emilia Heo

Was Europe luckier than Asia in achieving reconciliation among enemy states? Ms. Heo addresses this provocative puzzle by establishing a model that outlines multiple factors to explore "why certain countries reconcile while others do not". Drawing on solid scholarship and a profession in diplomacy, she discusses historical and contemporary conflicts ranging from Europe, to the Middle-East, to Northeast Asia. Viewing the concept of "reconciliation" through her own unique lens, Ms. Heo reveals the hidden side of reconciliation and offers insights aimed at breaking down barriers between perceptions of what belongs to "us" and "others" as well as political practices. As a first attempt at building a conceptual framework for interstate reconciliation, this book is a valuable contribution to the current body of literature about reconciliation in politics, a topic which remains under-researched and under-theorised.

"This is an ambitious and original effort to establish 'reconciliation' as a coherent concept in international relations theory. Striving to bridge disciplines and continents, Dr Heo's book is a welcome addition to the rapidly expanding scholarship on conflict resolution and historical reconciliation."

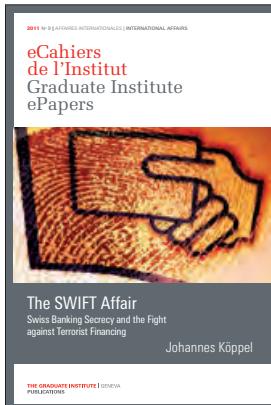
Prof. Daqing Yang, The George Washington University.



IRD 2. London: Palgrave Macmillan; Geneva: Graduate Institute Publications.
Forthcoming in April 2012.

eCAHIERS DE L'INSTITUT GRADUATE INSTITUTE ePAPERS

→ QUATRE NOUVELLES PUBLICATIONS DE JEUNES CHERCHEURS PRIMÉES



Graduate Institute ePaper 9.
Geneva: Graduate Institute
Publications. 2011.

THE SWIFT AFFAIR: SWISS BANKING SECRECY AND THE FIGHT AGAINST TERRORIST FINANCING

Johannes Köppel

The story broke in 2006: since 9/11, US intelligence services have had access to practically any international money transfer data by infiltrating the SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) network. Banks worldwide transfer money orders and personal customer data through this network. While the surveillance was all-embracing in 2001, it was gradually limited over the course of the last few years. Revealed by the *New York Times*, the SWIFT affair has had global as well as national implications. While this ePaper first examines the international dimension of the SWIFT surveillance, the analysis mainly focuses on the national repercussions for Switzerland.

Arditi Prize 2010 in International Affairs.

<http://iheid.revues.org/225>



eCahier de l'Institut 10. Genève:
Graduate Institute Publications.
2011.

LA MICROFINANCE AU BÉNIN

Théophile Sossa

La microfinance enregistre ces deux dernières décennies une évolution remarquable, le processus de financiarisation créant des besoins accrus en matière de services financiers dans les sociétés humaines. Les organisations de microfinance répondent-elles aux besoins de services financiers des populations rurales ? Quels sont les moyens et les stratégies mis en place par rapport à leur mission et aux objectifs affichés ? Cet eCahier met en évidence un grand écart entre les besoins de services financiers dans la vie quotidienne des populations et l'offre effective des organisations de microfinance. Les données recueillies auprès de trois banques communautaires au Bénin révèlent une forte focalisation sur la rentabilité. Celle-ci n'autorise guère une offre accessible aux plus pauvres et adaptée aux besoins spécifiques de la population. L'inclusion financière des pauvres n'est possible que là où elle est instituée et mise en œuvre comme un choix stratégique motivé par une meilleure connaissance du rôle de l'exclusion et des inégalités dans la persistance de la pauvreté.

Prix Ardit 2010 en études du développement.

<http://iheid.revues.org/334>



LE JUGE INTERAMÉRICAIN ET LE «JUS COGENS»

Elise Hansbury

La communauté internationale s'est dotée du *jus cogens* (les normes impératives de droit international général) sans le définir précisément, laissant aux juridictions internationales le soin d'en déterminer le contenu substantif. Alors que la Cour internationale de justice ne semble pas avoir pris cette initiative, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a développé une méthode d'interprétation entièrement axée sur la protection de la personne.

Elise Hansbury montre tout d'abord en quoi la Cour interaméricaine des droits de l'homme se distingue des autres cours internationales. Elle analyse ensuite comment la Cour a mis sur pied un système cohérent de droits et d'obligations, au sommet duquel se situent les droits impératifs, dont la sanction entraîne la responsabilité aggravée de l'Etat. L'auteur interroge enfin le discours universaliste de la Cour, basé sur l'unicité de la personne humaine. Est-il susceptible de contribuer à l'édification d'un *jus cogens* réellement universel ?

Prix Mariano García Rubio 2010 du meilleur mémoire de Master en droit international.

<http://iheid.revues.org/380>



LA NAISSANCE DU TERRITOIRE DE L'IRAK: À L'ORIGINE D'UN ÉTAT-FRONTIÈRE

Hassan Thuillard

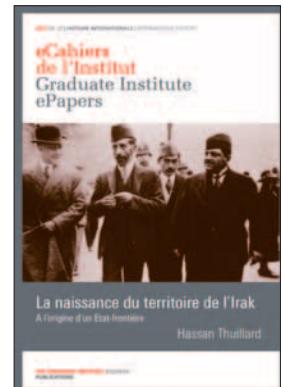
Cet eCahier propose une brève histoire de la formation du territoire de l'Etat-nation irakien. A l'instar de nombreux pays issus de la colonisation, l'Irak connaît des problèmes territoriaux. Cet Etat se distingue cependant par sa difficulté particulière à s'ajuster à la forme et à la taille de son assiette territoriale. En nous plongeant dans les circonstances de sa morphogenèse depuis le XVI^e siècle, l'auteur nous amène à mieux comprendre non seulement les différents territoriaux récurrents, mais aussi certains dilemmes structurels de cet Etat, dont les implications se font toujours sentir dans sa politique étrangère et interne. Cette analyse permet de dépasser le paradigme de « l'artificialité » et de la multiethnicité de l'Irak comme causes de tous ses maux. Elle plaide pour davantage de profondeur historique et d'empirisme, et pour moins d'essentialisme ethnocentré dans l'approche des problèmes de l'Irak moderne.

Prix Ardit 2011 en relations internationales.

<http://iheid.revues.org/443>

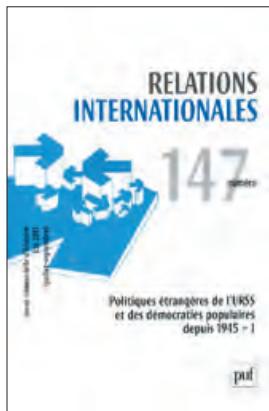


eCahier de l'Institut 11. Genève:
Graduate Institute Publications.
2011.



eCahier de l'Institut 12. Genève:
Graduate Institute Publications.
2012. A paraître

REVUES ACADÉMIQUES ACADEMIC JOURNALS



Paris: Presses Universitaires de France.

RELATIONS INTERNATIONALES, N°S 147 (AUTOMNE 2011) ET 148 (HIVER 2011)

DU NOUVEAU SUR LES POLITIQUES EXTÉRIEURES DE L'URSS ET DES DÉMOCRATIES POPULAIRES DEPUIS 1945

Antoine Marès et Marie-Pierre Rey

Depuis deux décennies, l'historiographie du bloc soviétique et des relations Est-Ouest a été bouleversée par les conséquences de l'effondrement du régime communiste et par un accès de plus en plus large aux archives, tant en Occident que dans les ex-pays de l'Est. Les 16 contributions du colloque organisé par la revue *Relations internationales* à Paris en mai 2011 ont pour ambition de faire le point sur les politiques étrangères de l'URSS et des démocraties populaires après 1945, en se fondant sur les connaissances nouvelles à notre disposition et les archives récemment ouvertes. Il s'agit de sortir d'une historiographie qui a été longtemps dominée par la seule idéologie et par les enjeux géostratégiques de la Guerre froide, et qui a souvent privilégié les seules relations soviét-américaines. Le numéro 147 est consacré à l'étude de la politique extérieure soviétique. Le numéro 148 se concentre sur les démocraties populaires et la Chine, en s'interrogeant en particulier sur l'autonomie et la spécificité éventuelles de ces politiques.

http://www.puf.com/wiki/Revues:Revue_relations_internationales



London: Palgrave Macmillan.

EUROPEAN JOURNAL OF DEVELOPMENT RESEARCH, 24.1 (FEBRUARY 2012) AND 24.2 (FORTHCOMING)

- 24.1 Special debate section:
WHY IS THE EMPIRICAL EVIDENCE ON THE ROLE OF FDI
IN DEVELOPMENT SO AMBIGUOUS?
- 24.2 Special issue:
BEYOND THE BICS: ALTERNATIVE STRATEGIES OF INFLUENCE
IN THE GLOBAL POLITICS OF DEVELOPMENT

ISI ACCREDITATION

We are delighted to announce that the *European Journal of Development Research* (EJDR) has been accepted for inclusion in the Social Sciences Citation Index (ISI). Coverage will be backdated to the beginning of 2009 (EJDR 21.1). The journal will receive its first impact factor in 2012.

For more information on the EJDR please see

<http://www.palgrave-journals.com/ejdr>



Manuscripts can be submitted via Manuscript Central on

<http://mc.manuscriptcentral.com/fedr>



REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT, N° 3

L'AIDE BOUSCULÉE: PAYS ÉMERGENTS ET POLITIQUES GLOBALES AID, EMERGING ECONOMIES AND GLOBAL POLICIES

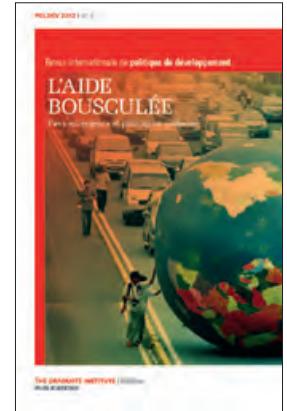
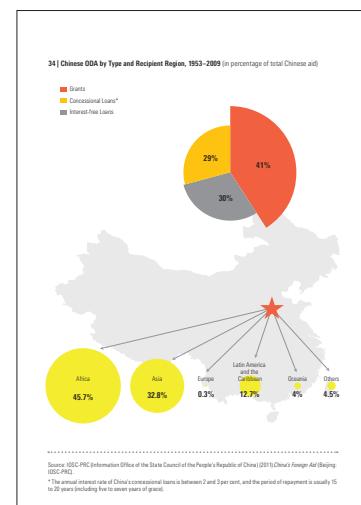
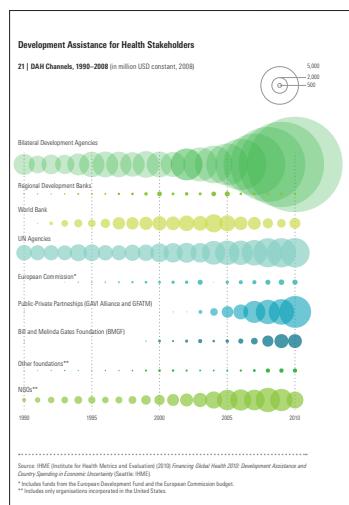
La coopération internationale au développement fait face à de profonds bouleversements, tant par rapport à ses points de repère traditionnels Nord / Sud et riches / pauvres qu'au regard des défis globaux qu'elle doit relever. L'aide est bousculée par un contexte mondial en pleine mutation.

Aujourd'hui, la grande majorité des « pauvres » vit dans des pays à revenu intermédiaire. Dès lors, la lutte contre la pauvreté devient une affaire plus politique que technique. De plus, l'émergence de nouveaux acteurs de l'aide amène la coopération internationale à évoluer rapidement. Outre la poursuite de la lutte contre la pauvreté, la coopération au développement est appelée à jouer un rôle prépondérant dans la protection des biens publics mondiaux, souvent « par défaut ». Alors que le système de gouvernance mondiale piétine, les agences d'aide bilatérales et multilatérales se donnent – ou se voient confier – pour mission de lutter contre le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les pénuries d'eau, la crise énergétique, les pandémies, les conflits armés, etc.

La nouvelle édition de la *Revue internationale de politique de développement* donne la parole à une quinzaine d'auteurs qui examinent les enjeux et les stratégies des acteurs traditionnels et émergents de l'aide, dont en particulier le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud, ainsi que les difficultés pour les organisations bilatérales et multilatérales à articuler et à mettre en œuvre des politiques globales.

La partie infographique de 30 pages en couleurs éclaire ces bouleversements grâce notamment à des éclairages sur l'aide dans le domaine de la santé et sur les acteurs émergents de la coopération internationale.

<http://poldev.revues.org>



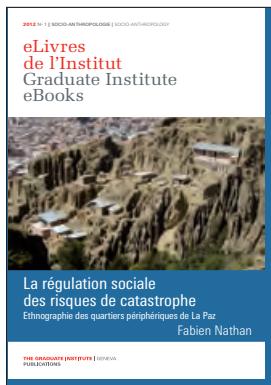
Genève: Graduate Institute Publications.

A paraître en avril 2012.

Also available in English,
published by Palgrave Macmillan.

eLIVRES DE L'INSTITUT GRADUATE INSTITUTE eBooks

→ LANCEMENT D'UNE NOUVELLE COLLECTION DE LIVRES EN LIGNE



eLivre de l'Institut 1. Genève :
Graduate Institute Publications.
2012.

LA RÉGULATION SOCIALE DES RISQUES DE CATASTROPHE: ETHNOGRAPHIE DES QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES DE LA PAZ

Fabien Nathan

Une nouvelle collection, les *eLivres de l'Institut | Graduate Institute eBooks*, permet de valoriser les recherches doctorales menées à l'Institut. Les ouvrages, en français ou en anglais, sont expertisés et retravaillés, puis publiés exclusivement en ligne sur la plateforme d'édition scientifique revues.org. Cette collection pourra également accueillir des travaux de centres ou de programmes de recherche.

La collection s'ouvre avec une ethnographie des risques et des catastrophes dans les quartiers périphériques de La Paz. S'inscrivant dans le renouveau des études sur les risques, l'auteur s'est intéressé aux communautés pauvres et indigènes des quartiers périphériques de La Paz. Pourquoi une grande partie de leurs habitants sont-ils exposés aux aléas naturels (glissements de terrain, coulées de boue...) ? Comment ces aléas se transforment-ils en catastrophes (non naturelles) ? L'auteur interroge également la manière dont les habitants vivent avec le risque et construisent leur résilience pour vivre mieux, dans des situations que les observateurs extérieurs pourraient souvent qualifier d'insoutenables ou d'irrationnelles.

Pour comprendre ces «faits sociaux totaux» que sont les risques, l'auteur remonte à leurs causes et dévoile le processus de leur construction à travers le temps et l'espace. Son livre ne se limite pas à une ethnographie détaillée de quartiers vulnérables; il contribue également à repenser les relations mutuelles entre aléas naturels et systèmes sociaux, notamment à travers des concepts tels que la régulation sociale des risques, l'appriboisement des peurs ou encore les stratégies de perception.

<http://iheid.revues.org/403>



LES COLLOQUES CONFERENCES

<http://graduateinstitute.ch/events>



Annual Conference followed by a Roundtable

China and the Financial Crisis

Quelle est l'importance de l'Asie pour la Suisse et vice-versa?

→ Wednesday 14 March,

1:00 pm–6:00 pm

Auditorium Jacques-Freymond

Organised by the Centre for Asian
Studies and the Executive Master
in Asian Affairs

Public Lecture

Global Food Security

Joachim von Braun, Director,
Centre for Development Research
(ZEF); Professor, Economic and
Technological Change, University
of Bonn

→ Wednesday 14 March, 6:30 pm,
Auditorium Jacques-Freymond

Organised by the Centre for
International Environmental Studies

Annual Sergio Vieira de Mello Memorial Lecture

Cornelio Sommaruga, ancien
président du Comité international
de la Croix-Rouge

→ Mercredi 21 mars, 18:30,
Centre international
de conférences Genève (CICG)

Organisée avec la Fondation
Sergio Vieira de Mello

Colloque

Religion et politique : le genre pris au piège

→ Mardi 27 mars, 12:30–17:30

Salle Aubert

Organisé par le Programme genre,
globalisation et changements

Conference

5th Annual Update on WTO Dispute Settlement

→ March 2012

Organised by the Centre for Trade
and Economic Integration

Public Lecture

Climate Justice

Lavanya Rajamani, Professor, Centre
for Policy Research, New Delhi

→ Wednesday 4 April, 6:30 pm,
Auditorium Jacques-Freymond

Organised by the Centre for
International Environmental Studies

Geneva Mayors Forum 2012

Governance and Leadership: Cities, the Laboratories of the Future

With leading Mayors from around
the world

→ Thursday 12 and Friday 13 April,
Auditorium Jacques-Freymond

Organised with the Mayor of the City
of Geneva, Mr. Pierre Maudet

Workshop

Submission and Evaluation of Economic Evidence in International Adjudication

→ June 2012

Organised by the Centre for Trade
and Economic Integration



EXECUTIVE EDUCATION

FLEXIBLE DEGREE-GRANTING PROGRAMMES

Enhance your professional profile or change your career path

Executive Masters

INTERNATIONAL OIL AND GAS LEADERSHIP May 2012–February 2013

- International oil and gas actors and strategies, international regulations, energy markets, management of giant infrastructure projects, project financing.

Deadline for applications 31 March 2012

NEW DEVELOPMENT POLICIES AND PRACTICES August 2012–January 2013

- Analysis of regional and international issues, applied study, development of leadership skills.

Deadline for applications 31 March 2012

INTERNATIONAL NEGOTIATION AND POLICY-MAKING October 2012–June 2013

- Global governance, decision and policy-making, international negotiation.

Deadline for applications 31 May 2012

NEW ASIAN AFFAIRS November 2012–July 2013

- Culture and society, business and good governance, cross-cultural situations and negotiation, governance and legal environment for business and scientific activities.

Deadline for applications 31 August 2012

Executive Certificate

ADVOCACY IN INTERNATIONAL AFFAIRS January to June 2013

- Setting the global agenda, using advocacy as a measure in international affairs, lobbying and governmental affairs, developing and driving effective communications campaigns.

Deadline for applications 30 November 2012

Visit our programmes
<http://graduateinstitute.ch/executive>